



UNIL | Université de Lausanne

UNIVERSITE DE LAUSANNE

FACULTE DE SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES, HISTORIQUES ET INTERNATIONALES (IEPHI)

CONFLITS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX AU CHILI : LE MEGAPROJET  
HYDROELECTRIQUE *HIDROAYSEN* EN PATAGONIE ET LES IMAGINAIRES  
CONTRE-HEGEMONIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT.



MEMOIRE VISANT L'OBTENTION D'UNE MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE  
MONDIALISATION : ENJEUX POLITIQUES, SOCIAUX ET  
ENVIRONNEMENTAUX

PRESENTE PAR : ROMINA VOGEL

DIRECTEUR : RONALD JAUBERT

EXPERT : ROMAIN FELLI

SESSION AUTOMNE 2017

## RESUME

Le présent papier analyse l'un des conflits socio-environnementaux les plus importants survenus au Chili au cours des deux dernières décennies. Il s'agit du mégaprojet hydroélectrique *Hidroaysén*, débuté en 2008 sous l'administration de la présidente Michelle Bachelet et arrêté en 2014 en raison, notamment, des pressions exercées par les opposant au projet. Ce conflit a marqué, à plusieurs égards, un tournant important dans l'histoire des mouvements socio-environnementaux du pays. Pour la première fois, une cause environnementale a suscité des manifestations d'une ampleur inconnue auparavant, rassemblant des centaines de milliers de manifestants sous la bannière de la protection de la Patagonie et du rejet de l'industrie hydroélectrique. Mais aussi, pour la première fois, un mouvement de protestation allant à l'encontre des discours jusque-là hégémoniques en rapport à la nature et au développement, a réussi à faire reculer l'institution en place, et à aboutir à la suppression d'un projet d'une telle envergure. Pour ce faire, des imaginaires différents –et parfois antinomiques– se sont créés autour des concepts de *Patagonie*, *environnement*, *hydroélectricité* ou *eau*, et ont été mobilisés par des acteurs affichant des objectifs divergents. En effet, ceux-ci ont été mobilisés dans le cadre d'autres problématiques sociales de nature non-environnementale –et que *Hidroaysén* a fait revenir à la surface–, ce qui suggère dès lors une tendance à l'instrumentalisation de la cause environnementale. En ce sens, cette recherche vise d'une part à analyser la construction des discours et des imaginaires contre-hégémoniques créés autour de l'environnement ainsi que leurs effets performatifs sur la réalité sociale, et d'autre part, à élucider les contraintes structurelles qui font que la cause environnementale devienne le principal catalyseur des problématiques sociales.

**Mots clés :** Hydroélectricité, *Hidroaysén*, Patagonie, imaginaires, hégémonie, contre-hégémonie.

**Fig. 1. Page de garde** © Médéric Félisaz. Photographie prise lors du travail de terrain en Patagonie, dans la ville de Puerto Río Tranquillo, en janvier 2017. L'affiche dit « Notre belle Patagonie. Quel sauvage ferait ceci ? *Hidroaysén* le ferait. Patagonie sans Barrages ».

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui m'ont accompagnée dans cette démarche, tant sur le plan académique qu'affectif. À Médéric, mon cher compagnon de vie, pour tous ces débats passionnants qui ont constamment enrichi ma réflexion sur ce sujet et tant d'autres, et d'avoir, coude à coude, toujours célébré mes victoires et supporté mes frustrations. À mon directeur et à mon expert, Ronald Jaubert et Romain Felli, pour avoir accepté de me soutenir dans ce projet à mi-chemin et pour avoir eu confiance en mes idées ainsi qu'en ma capacité à les mener à bien. À Gonzalo, pour avoir, depuis mes premières années de vie, réveillé en moi l'esprit critique, le goût pour la lecture, et pour m'avoir apporté autant de remarques constructives lors de nos éternels échanges téléphoniques. À tous les interviewés figurant sur ce papier, qui ont aimablement partagé avec moi autant d'expériences vécues, et sans qui ce travail n'aurait certainement pas été possible. À Anne, Fred et Mylène, qui ont fait de mes longues journées de rédaction, des moments fort agréables, car partagés en famille. À Soraya, Jonathan et Julie pour votre patience. Vos relectures et conseils ont été d'une aide précieuse. À Christel, pour son soutien, encouragement et amitié fidèle. Et à toutes celles et ceux, qui pour des raisons spatiales et temporelles, je ne pourrais malheureusement pas énumérer sur cette page, mais qui m'ont tout de même tendrement soutenue tout au long de ce processus.

# TABLE DES MATIERES

RESUME .....	1
REMERCIEMENTS.....	3
ACRONYMES .....	5
LISTE DES FIGURES.....	6
LISTE DES TABLEAUX .....	6
PREFACE .....	7
<b>I. Fondements de la recherche.....</b>	<b>9</b>
A. PROBLEMATIQUE .....	9
B. QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHESES .....	13
<b>II. Cadre théorique .....</b>	<b>14</b>
A. L'ÉCOLOGIE POLITIQUE COMME ARRIERE FOND ANALYTIQUE .....	14
B. VERS UNE DEFINITION DES CONFLITS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DANS LE CONTEXTE LATINO-AMERICAIN .....	16
C. CONDITIONS STRUCTURELLES D'EMERGENCE DES IMAGINAIRES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	20
a) Le modèle de développement <i>extractiviste-exportateur</i> latino-américain et des rapports Nord- Sud basés sur la dépendance.....	20
b) Sur la construction du concept de <i>développement</i> .....	25
c) Les imaginaires sur le développement au service du néo-extractivisme et à l'origine de la conflictualité socio-environnementale .....	27
d) L'émergence des discours environnementaux au Chili .....	31
e) Mercantilisation des ressources naturelles : « le Code des eaux » .....	38
f) Hidroyaén .....	41
D. CONSTRUCTION DES IMAGINAIRES .....	47
a) Discours sociaux et création d'imaginaires hégémoniques et contre hégémoniques.....	47
b) Création et figement des <i>formules</i> .....	51
c) Ce qui est en jeu : La Patagonie .....	54
d) Les imaginaires créés autour de la Patagonie : un territoire symboliquement connoté.....	59
<b>III. Cadre méthodologique .....</b>	<b>65</b>
A. LE CHOIX DE L'ETUDE DE CAS.....	65
B. LES ACTEURS.....	66
C. LE CORPUS DE DONNEES .....	66
a) Les sources primaires .....	67
b) Les entretiens .....	67
(i) ÉTATIQUES .....	68
(ii) PRIVÉS.....	68
(iii) NON-GOUVERNEMENTAUX .....	69
c) Les articles de presse.....	70
d) La littérature secondaire.....	70
D. LE TERRAIN.....	71
<b>IV. Analyse des résultats .....</b>	<b>72</b>
A. HIDROYAÉN : <i>DEVELOPPEMENT</i> , « CRISE ENERGETIQUE » ET L'UTILISATION D'UNE RESSOURCE DITE « CHILIENNE, PROPRE ET RENOUVELABLE ».....	72
B. « PATAGONIE SANS BARRAGES » : UN TERRITOIRE PUR, INTOUCHE ET INTOUCHABLE .....	78
<b>V. Conclusions.....</b>	<b>84</b>
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	86

## ACRONYMES

**BID** : BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT

**CEPAL** : COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L' AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

**CEA** : COMMISSION D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

**CONAMA** : COMMISSION NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

**COREMA** : COMMISSION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

**CODELCO** : CORPORATION NATIONALE DU CUIVRE

**DGA** : DIRECTION GENERAL DES EAUX

**EIA** : ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

**EJA** : ENVIRONMENTAL JUSTICE ATLAS

**ENDESA** : ENTREPRISE NATIONALE D'ELECTRICITE, S.A.

**INDH** : INSTITUT NATIONAL DES DROITS HUMAINS

**ISI** : INDUSTRIALISATION PAR SUBSTITUTION D'IMPORTATIONS

**MMA** : MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

**OCDE** : ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

**PDF** : PORTABLE DOCUMENT FORMAT

**SEIA** : SERVICE D'EVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

**SIC** : SYSTEME INTERCONNECTE CENTRAL

**UDI** : UNION DEMOCRATE INDEPENDANTE

## LISTE DES FIGURES

**FIGURE 1.** « PATAGONIA SIN REPRESAS », © MEDERIC FELISAZ... PAGE DE GARDE

**FIGURE 2.** EMLACEMENT DU PROJET... P. 45

**FIGURE 3.** PATAGONIE CHILIENNE ET ARGENTINNE CONFONDUES... P. 54

**FIGURE 4.** PATAGONIE CHILIENNE... P. 54

**FIGURE 5.** CAMPAGNE DE HIDROAYSSEN... P. 57

**FIGURE 6.** AFFICHE PUBLICITAIRE DE PATAGONIE SANS BARRAGES... P. 80

**FIGURE 7.** CAMPAGNE ITALIENNE DE PATAGONIE SANS BARRAGES... P. 82

## LISTE DES TABLEAUX

**TABLEAU 1.** CARTOGRAPHIE DES ACTEURS IMPLIQUES... P. 46

## PREFACE

Lors d'un de mes séjours au Chili en mai 2011, j'ai été témoin de la toute première manifestation massive contre Hidroaysén. À cette époque, le pays traversait une période politique pour le moins délicate. La récente élection du président Sebastián Piñera (premier président de droite élu depuis la fin de la dictature en 1989), l'historique tremblement de terre 27F<sup>1</sup> –que moins d'une année auparavant avait causé des dommages spectaculaires dans tout le pays–, les nombreux scandales de corruption du gouvernement et de l'Église catholique, les endettements massifs de la population comme conséquence de la privatisation de l'éducation ; toutes des sources de tension très importantes à ce moment. J'ai été stupéfaite de remarquer qu'une cause environnementale ait pu susciter la manifestation de plus de 30'000 personnes, ayant décidé de se soulever au nom de la défense de la Patagonie.

Avant 2011, ce territoire semblait être presque oublié par le reste de la communauté nationale et vivait isolé au niveau géographique, social et médiatique. Force est de constater que, se trouvant à 1800 kilomètres au Sud de Santiago, la Patagonie chilienne avait vécu à l'ombre de son homologue argentin, mais le mouvement « Patagonia sin Represas » (« Patagonie Sans Barrages ») l'a faite soudainement revenir à la surface. Cependant, la manifestation contre Hidroaysén n'a été qu'une étincelle, déclenchant une vague d'autres protestations –d'où a émergé postérieurement le mouvement étudiant les « *pinguinos* »<sup>2</sup> –, qui a duré presque quatre ans. Ainsi, « Patagonia sin Represas » est devenu une sorte de bannière de mobilisation pour la société civile. Presqu'un slogan. Une marque.

Une telle effervescence sociale a suscité toute ma curiosité. Or, trois ans après, lorsque pour la première fois, un Comité de Ministres nommé par la présidente de la République pour délibérer sur l'avenir d'Hidroaysén a décidé de refuser définitivement la réalisation du projet, ma surprise a été d'autant plus grande. Sachant que le Chili –tout comme la plupart des pays d'Amérique Latine–, compte des centaines d'autres conflits socio-environnementaux qui restent souvent dans l'ombre, je me suis demandée quelles

---

<sup>1</sup> Communément appelé ainsi par la date où il est survenu (27 février).

<sup>2</sup> Mouvement de portée nationale, qui réclamait la dé-privatisation de l'éducation chilienne, en raison des endettements massifs. Appelé ainsi en allusion aux uniformes portés par les écolier-è-s chilien-ne-s.

pouvaient être les raisons faisant que Hidroaysén ait été aussi visible, médiatisé et, surtout, stoppé ? D'où pouvait provenir autant de frénésie médiatique et sociale ? Et surtout, comment avait-il pu être arrêté ?

Étant moi-même originaire du Chili, j'ai porté, durant toutes mes études, un intérêt particulier pour les conflits socio-environnementaux survenus dans le continent latino-américain, ayant été spécialement interpellée par le cas emblématique de la « Guerre de l'eau » survenue en 2001, à Cochabamba, Bolivie. En ce sens, Hidroaysén a fait que je décide d'orienter ce travail sur le mouvement suscité à ce propos, dans le but d'analyser ses spécificités mais aussi ses caractéristiques communes avec d'autres conflits de la sorte.

# I. FONDEMENTS DE LA RECHERCHE

## A. PROBLEMATIQUE

Le présent mémoire analyse l'un des conflits socio-environnementaux les plus importants survenus au Chili au cours des deux dernières décennies. Il s'agit du mégaprojet hydroélectrique *Hidroaysén*, débuté en 2008 sous l'administration de la présidente Michelle Bachelet et arrêté en 2014 en raison, notamment, des pressions exercées par les opposants au projet. Ce conflit a marqué, à plusieurs égards, un tournant important dans l'histoire des mouvements socio-environnementaux de ce pays, dans la mesure où on assiste pour la première fois à des manifestations massives, regroupant des centaines de milliers de manifestants et plaçant la conservation environnementale au centre des revendications.

La destruction de la Patagonie ou le pillage des ressources hydriques par des entreprises privées –et souvent étrangères–, ont été certains des arguments mis en avant par les milieux opposés au projet. Car, bien que ce dernier allât être mené à bien en Patagonie occidentale (une des zones les plus australes du pays), le but premier n'était pas précisément l'approvisionnement en électricité de ladite région, mais des grands projets miniers du Nord du pays. Il prévoyait la construction de cinq barrages hydroélectriques sur les deux plus grands fleuves du pays –le *Baker* et le *Pascua*–, situés dans la région d'Aysén, et de ce fait, la submersion de 5900 hectares ainsi que l'installation de 3800 pylônes à haute tension de quelques 60 mètres de hauteur sur 2300 kilomètres de long (Romero Toledo, 2014, p. 169). Traversant ainsi, la moitié d'un des pays les plus longs au monde et générant, par conséquent, d'importants impacts environnementaux dans la région. Ces arguments se sont finalement matérialisés dans la création du mouvement social « Patagonia sin Represas », qui est devenu, quant à lui, un acteur crucial dans ce conflit, ainsi qu'un lieu de convergence pour la plupart des détracteurs du projet et une bannière de défense de la Patagonie. Sur ceci, Juan Pablo Orrego, biologiste, membre fondateur de ce mouvement et interviewé dans le cadre de ce mémoire, affirme que « ce n'est pas le Chili qui avait besoin d'Hidroaysén, mais plutôt Hidroaysén qui avait besoin du Chili »<sup>3 4</sup>.

---

<sup>3</sup> Dans cette recherche, tous les propos extraits de l'espagnol ont été traduits par mes soins.

<sup>4</sup> Propos extraits de l'entretien avec Juan Pablo Orrego, membre fondateur de « Patagonie sans Barrages ».

Pour sa part, l'entreprise Hidroaysén a mis l'accent sur une grave crise énergétique qui serait survenue en cas de non-construction de ces barrages et a insisté sur le fait que Hidroaysén aurait « contribué à l'indépendance énergétique du Chili en utilisant une ressource propre, renouvelable et chilienne »<sup>5</sup>. Ainsi, même si dans ce pays l'hydroélectricité est certes vue comme un domaine très avantageux et économiquement rentable, les arguments mis en avant pour la légitimation du projet ont été en revanche, orientés vers les avantages environnementaux qu'il allait représenter, à savoir principalement l'indépendance énergétique du Chili et la production d'une énergie dite *propre et renouvelable*.

Quant au gouvernement, il s'est montré plutôt très enclin au projet et a partagé la vision que cette énergie dite *propre* s'avérait fondamentale pour le développement du pays. En guise d'exemple, l'ex Ministre d'économie et membre du parti conservateur de droite « UDI » (« Union Démocrate Indépendante ») Pablo Longueira, a affirmé en 2011 que « même si la population se mobilise, Hidroaysén est déjà approuvé, car si nous n'utilisons pas les ressources hydriques d'Aysén, nous devons recourir à des centrales thermoélectriques. Donc, nous ne pouvons pas nous opposer à l'utilisation de ces ressources-là, surtout lorsqu'on parle de l'énergie la plus propre du pays » (El Mostrador, 2013). Ainsi, on constate que –même si indirectement– l'argument selon lequel la sortie du fossile est impérative, voire urgente, sert aussi à la construction d'un discours puissant et favorable au projet. En le présentant comme une nécessité nationale, on constate que le gouvernement a adopté un rôle de plaidoyer de l'entreprise.

C'est ainsi que nous assistons à l'émergence de discours hégémoniques, relevant de rationalités différentes et où les acteurs se sont appropriés des concepts d'*environnement*, *eau*, *Patagonie* et *hydroélectricité*, en les mobilisant d'une manière particulière pour atteindre des objectifs de développement, conservation ou production énergétique. De cette manière, lorsqu'ils sont rentrés en opposition dans l'arène publique, ces discours ont donné lieu à une bataille sémantique, communicationnelle et médiatique importante, qui a favorisé la création et l'installation d'imaginaires puissants. Un imaginaire peut

---

<sup>5</sup> Site web d'Hidroaysén, [www.hidroaysen.cl](http://www.hidroaysen.cl), consulté le 6 août 2017.

être compris comme l'histoire des représentations et des conceptions qu'une société se fait d'un événement, phénomène ou activité (Pinson, 2012, p. 1). Parmi ceux qui ont été construits autour de la Patagonie, –dont certains se sont révélés comme *hégémoniques* et d'autres plutôt comme *contre-hégémoniques*– (Jessop, 2004, p. 161), une partie a fini par se figer et par avoir des effets performatifs remarquables sur le plan politique et social.

À titre d'exemple, lorsqu'il est comparé à d'autres projets hydroélectriques tels que « Ralco » –centrale hydroélectrique mise en service en 2004, suite à une décennie de conflits sociaux de grande ampleur, notamment avec les populations indigènes locales–, Hidroaysén n'allait certainement pas occasionner les mêmes impacts. En effet, malgré le fait que ce projet impliquait la submersion de près de 6'000 hectares, cela ne représentait que 0.5% de la région d'Aysén et entraînait le déplacement de 15 familles<sup>6</sup>. Or, il a tout de même suscité un soulèvement important de la population et a débouché, pour la première fois, sur ce qui a été vu comme une victoire sans précédent pour les mouvements environnementalistes, c'est-à-dire sur la suspension du projet. Dès lors, il est légitime de se questionner sur l'influence que l'instrumentalisation de certains concepts peut avoir sur les décisions politiques, et de se demander, en définitive quels peuvent être les effets performatifs des imaginaires construits autour de l'environnement ? De quelle manière les acteurs sociaux cherchent-ils à produire des représentations capables d'orienter l'action politique ? Mais aussi, quelles sont les conditions structurelles qui favorisent l'émergence de ces imaginaires ? Tels seront les questionnements qui guideront cette analyse.

Force est de constater que la construction de ces imaginaires n'est pas dépourvue d'un poids social et historique, et qu'elle est, en effet, souvent déterminée par des conditions matérielles d'émergence. En d'autres termes, ces imaginaires sont le fruit de certaines contraintes structurelles qui encouragent leur émergence et qui déterminent également leur forme. La divergence des imaginaires créés autour du conflit Hidroaysén, illustre non seulement des visions antinomiques du monde, mais dévoile également les caractéristiques du contexte socio-culturel qui les fait apparaître ainsi que des enjeux de

---

<sup>6</sup> Propos extraits de l'entretien avec Juan Pablo Orrego, écologiste chilien et leader du mouvement « Patagonie sans Barrages ».

nature non-environnementale. À titre d'exemple, bien que le scandale suscité par Hidroaysén ait eu comme point de départ l'inquiétude pour la déforestation de la Patagonie ou pour le manque d'autonomie nationale dans la gouvernance des ressources hydriques, il a mis en évidence un centralisme politique exacerbé dans le pays. En effet, le fait que le projet se situe dans une des régions les plus isolées, géographiquement et politiquement, a soulevé l'enjeu de la forte concentration des pouvoirs dans la ville de Santiago et, par la même occasion, l'absence de l'État sur le plan régional, notamment en termes de développement d'infrastructures et de fourniture de services basiques. Ces éléments, ont été mobilisés tant par le mouvement « Patagonie sans Barrages », – lorsqu'il soulignait la négligence de l'État quant au développement de la région d'Aysén<sup>7</sup>, que par le consortium Hidroaysén, –en affirmant que la présence de l'entreprise dans la région allait contribuer à changer la situation d'abandon<sup>8</sup>.

De cette manière, il est manifeste que Hidroaysén constitue un jalon important dans l'histoire socio-environnementale chilienne et qu'il s'avère être un symptôme d'un dysfonctionnement social allant au-delà de l'aspect environnemental. En d'autres termes, Hidroaysén est l'expression d'une problématique plus large, dont l'environnement en constitue le symptôme principal mais dont il n'en est probablement pas la cause première. En effet, Hidroaysén semble incarner une sorte d'instrument, ou de catalyseur, suscitant l'émergence d'imaginaires puissants autour de la *Patagonie*, l'*hydroélectricité*, l'*environnement*, et l'*eau*, capables d'altérer la réalité sociale chilienne.

En s'inscrivant dans le domaine de l'écologie politique et des conflits socio-environnementaux, cette recherche vise dès lors à étudier, du point de vue des acteurs, l'émergence de ces imaginaires, toute en analysant la place accordée auxdits éléments dans les discours. En d'autres termes, il s'agira d'observer, à l'aide des actions entreprises au nom de l'environnement et de la défense de la Patagonie, les stratégies que les acteurs ont mises en place pour résoudre un conflit de la sorte, et les effets

---

<sup>7</sup> Propos extraits de l'entretien avec Juan Pablo Orrego.

<sup>8</sup> « Permettre une majeure intégration des aysénins au reste du pays », extrait du site web de Hidroaysén, *Bénéfices pour Aysén*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=221](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=221), consulté le 14 avril 2017.

performatifs qu'a pu avoir l'imaginaire social créé par « Patagonie sans Barrages » autour de la Patagonie dans l'aboutissement de ce conflit.

## B. QUESTION DE RECHERCHE ET HYPOTHESES

À partir de ce qui a été exposé plus haut, la question qui guidera cette recherche peut être formulée comme suit : *Quels ont été les fondements du mouvement d'opposition au projet Hidroaysén et comment ses acteurs ont-ils développé des discours et des imaginaires contre-hégémoniques sur l'environnement permettant d'orienter l'action politique ?*

**Hypothèse 1 :** Les conflits socio-environnementaux sont souvent l'expression d'une divergence de fond concernant la notion de *développement*, car celle-ci a historiquement engendré un rapport extractif envers la nature et l'environnement (Svampa, 2011, p. 106).

**Hypothèse 2 :** Des acteurs politiques puissants, détenant le « monopole des représentations » (Angenot, 2006, p. 28), ont établi une définition unitaire du développement et ont déterminé la façon dont celui-ci devait être mené à bien. Cette démarche a été légitimée au travers des discours puissants, devenus par la suite hégémoniques.

**Hypothèse 3 :** Certains acteurs sont parfois en mesure de contrer ces discours hégémoniques et d'orienter l'action politique différemment, en construisant et en instrumentalisant certaines dimensions environnementales en fonction de leurs intérêts et leurs finalités. Pour ce faire, ils se servent du langage en créant des discours, des formules (Krieg-Planque, 2012) (telles que « Patagonie sans Barrages ») et des imaginaires puissants qui véhiculent et figent leurs argumentaires au niveau social plus large.

**Hypothèse 4 :** La mobilisation de ses formules et imaginaires, donne lieu à des « batailles sémantiques » (Rennes, 2005), permettant aux acteurs d'amplifier la portée de leurs messages afin de créer une opposition aux imaginaires hégémoniques sur les notions de *développement* ou *environnement* et d'orienter ainsi l'action politique.

## II. CADRE THEORIQUE

### A. L'ÉCOLOGIE POLITIQUE COMME ARRIERE FOND ANALYTIQUE

L'écologie politique (ou « *Political ecology* »)<sup>9</sup> est un courant idéologique qui place les rapports de pouvoir créés autour de la nature au centre de l'analyse (Leff, 2003, p.19). Ainsi, tenant compte que ce n'est qu'à partir des années 70 que la nature a commencé à devenir un élément politique à proprement parler, l'écologie politique s'avère être un champ théorique relativement nouveau<sup>10</sup>, –qui selon les mots du sociologue mexicain Enrique Leff, n'a même pas encore « acquis de nom propre », (Leff, 2003, p.18)–. Cette discipline a souvent matérialisé un ensemble de questionnements qui débordait des disciplines académiques traditionnelles –telles que l'économie écologique, le droit environnemental, la sociologie politique ou l'anthropologie– et a construit son champ d'étude dans leur croisement (Leff, 2003, p.18), en reliant la nature aux enjeux sociaux, politiques et économiques. Ainsi, l'écologie politique a constitué un lieu de convergence des différents champs d'études ayant comme élément transversal la nature.

Malgré le fait qu'elle demeure un champ en permanente construction, en Amérique Latine l'écologie politique s'est rapidement érigée comme une discipline à part entière, ayant trouvé des échos remarquables. Ce continent, –qui a été depuis 1970 un lieu de diverses expérimentations néolibérales (Chartier, Lowy, 2013, p. 15) – a présenté depuis 1990, d'importantes fissures dans son système économique, qui se sont exprimées notamment par le biais de la nature et surtout par la recrudescence des conflits socio-environnementaux. Dès lors, l'écologie politique a offert un cadre d'analyse *ad-hoc* pour la compréhension des diverses luttes créées autour de l'appropriation de la nature (Leff, 2003, p.19).

Dans le modèle économique néo-libéral actuel, les composantes de la nature sont souvent vues comme des ressources exploitables et susceptibles de générer de la richesse. Par conséquent, elles font l'objet de diverses luttes d'appropriation, où la nature apparaît souvent « comme un espace subalterne que l'on peut exploiter, détruire et reconfigurer

---

<sup>9</sup> Dans ce travail, le concept d'*écologie politique* sera compris selon l'acception anglaise et hispanique.

<sup>10</sup> Sa naissance se remonte aux années 60-70.

selon les nécessités des régimes d'accumulation existants » (Chartier, Lowy, 2013, p. 16). À cette vision, souvent dominante et hégémonique, s'opposent d'autres rationalités. Dans le cas des mouvements écologistes, les valeurs mises en avant sont plutôt celles de conservation ou de préservation de la nature, au détriment des logiques d'accumulation ou d'extraction. Ainsi, le croisement de ces rationalités donne lieu à une indéfectible *politisation de la nature*. Donc, en analysant les processus de signification et d'appropriation de celle-ci –qui ne peuvent pas être compris et résolus uniquement par le biais économique ou écologique– l'écologie politique vise principalement à *dénaturaliser la nature*.

Elle va au-delà des approches purement écologistes –qui règnent dans le domaine de la défense environnementale–, en entendant la nature comme le résultat d'une *co-évolution* entre cette dernière et les individus qui l'habitent (Leff, 2003, p.24), et non pas uniquement comme une évolution biologique. Dès lors, elle s'érige comme une nature socialement construite dont les significations varient en fonction du groupe social qui les produit. Plusieurs courants constructivistes et phénoménologiques, comme ceux de P. Descola, ont d'ailleurs contribué à cette idée, en soulignant le fait que la nature est toujours une nature *marquée, signifiée et géo-graphiée* (Leff, 2013, p.21). En ce sens, l'écologie politique devient le lieu de croisement de ces différentes rationalités, qui *signifient* la nature de manière diverse et parfois antagonique. En Amérique Latine, pendant ces dernières décennies ceci a donné lieu à la création de nouvelles identités culturelles forgées autour de la défense de la nature, qui « se sont configurées au travers des luttes de résistance, affirmation et reconstruction face aux stratégies d'appropriation et transformation de la nature, imposées par la mondialisation économique » (Leff, 2013, p. 24), tel qu'il a été le cas du mouvement créé à propos de Hidroaysén. D'où la pertinence de ce cadre analytique.

## B. VERS UNE DEFINITION DES CONFLITS SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX DANS LE CONTEXTE LATINO-AMERICAIN

« CUANDO EL RÍO SUENA ES PORQUE PIEDRAS LLEVA »<sup>11</sup>

Il est souvent évoqué qu'un conflit socio-environnemental constitue une étape plus profonde d'un problème environnemental antérieur, en étant souvent sa conséquence (Lucero, 2015, p. 71). La différence entre un problème et un conflit réside principalement dans le fait que ce dernier implique une participation active des acteurs et comporte un certain degré de violence. Donc, un problème peut être considéré comme un écart entre une situation souhaitable/idéale, et une réalité comportant un ou plusieurs facteurs indésirables. En ce sens, les situations problématiques en matière environnementale font plutôt référence à l'existence de certains dommages de l'environnement ou d'une de ses composantes, sans qu'il n'existe pour autant une opposition sociale remarquable. À titre d'exemple, la contamination atmosphérique de la ville de Santiago a historiquement constitué un facteur problématique, sans avoir pour autant déclenché un quelconque conflit. Dû à son emplacement géographique –qui empêche la circulation de l'air et accumule une quantité importante de particules polluantes– elle incarne l'une des principales causes de mortalité de la population en raison des maladies respiratoires. Or, elle n'a guère suscité de tensions sociales visibles. En ce sens, la survenance du conflit se serait traduite plutôt par une expression ouverte de ces tensions, débouchant sur des mobilisations sociales et des répressions corollaires plus ou moins violentes, tel qu'il a été le cas de Hidroaysén.

Quant à sa nomenclature, certains auteurs ont introduit une distinction entre le caractère « environnemental » ou « socio-environnemental » du conflit. Ainsi, un conflit serait « environnemental » lorsqu'il comprend la participation de l'État, des entreprises privées et des organisations environnementales –faisant notamment référence à la difficulté d'assumer les externalités environnementales par ceux qui les produisent–. Quant à l'acception « socio », elle inclurait, en plus de cela, la participation de la société civile et des communautés directement affectées (Fontaine, 2004, p. 506). Néanmoins,

---

<sup>11</sup> « *Quand le fleuve sonne, c'est parce qu'il traîne des pierres* », proverbe hispanique équivalent au français « *Il n'y a pas de fumée sans feu* ».

cette vision semble négliger le fait que l'État, les acteurs privés et les diverses organisations environnementales font également partie de la société, et que « leur implication dans un conflit a du sens tant que ce dernier rentre dans le *champ du pouvoir*, défini par Pierre Bourdieu comme « le lieu des luttes entre les agents qui détiennent un certain type de capital économique, culturel ou politique » (*Cité en* Fontaine, 2004, p.506). Donc, même si cette distinction mérite d'être soulignée –car elle est passablement mobilisée dans la littérature latino-américaine consultée–, elle ne trouve pas de justification dans ce travail, puisque dans ce dernier, le conflit –par le fait d'en être un–, comporte forcément une dimension sociale intrinsèque.

En Amérique Latine, depuis plus d'une vingtaine d'années, la multiplication des projets énergétiques et d'extraction à grande échelle, ainsi que le développement de technologies complexes, a fait que le continent expérimente l'essor d'une nouvelle « géographie d'extraction » (Bottaro, Sola, 2010, p. 113), qui a été qualifiée par de nombreux auteurs latino-américains comme « néo-extractiviste » –un terme qui sera approfondi plus loin dans ce travail–. L'intensification de cette activité lors des dernières décennies, aurait ainsi stimulé l'émergence et la prolifération de conflits relatifs aux questions environnementales.

La sociologue argentine Maristelle Svampa avance certains éléments de compréhension de ces conflits, en estimant que ceux-ci sont essentiellement « liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles [et] supposent, de la part des acteurs en présence, des intérêts et des valeurs différentes dans un contexte d'asymétrie du pouvoir. [De ce fait], les divergences concernant les ressources naturelles, portent sur un territoire (partagé ou contrôlé) et plus généralement sur la nécessité de le préserver ou de le protéger. [Par ailleurs], allant de pair avec la nouvelle division territoriale et mondialisée du travail, un des traits spécifiques des conflits environnementaux est leur caractère plurifactoriel qu'illustre la complexité des liens entre acteurs sociaux, économiques et politiques aux différents stades de l'action et aux divers niveaux juridictionnels. Enfin, de tels conflits sont l'expression de conceptions différentes de la nature qui, en dernière instance, manifestent une divergence de fond concernant la notion de développement » (Svampa, 2011, p. 106).

Dans la perspective de l'écologie politique, en plus de la divergence sur la notion de développement, il existe une différence sur le concept de *nature* lui-même. Ceci fait qu'un conflit socio-environnemental est, avant tout une « controverse dérivée de la signification différente –et parfois antinomique– de la nature, où les valeurs politiques et culturelles débordent du champ de l'économie politique des ressources naturelles » (Leff, 2003, p. 19). Hormis cette cause, il existe aussi la « distribution écologique » qui fait référence à l'asymétrie sociale, géographique et temporelle dans l'usage des ressources naturelles et des services (Leff, 2003, p. 19), et qui est flagrante dans le cas de la Patagonie chilienne.

Un répertoire de ces conflits à l'échelle mondiale, a été fait par l'Atlas Mondial de la Justice Environnementale (« Environmental Justice Atlas », EJA), qui établit graphiquement un lien entre l'accroissement des conflits et l'augmentation de la demande matérielle et énergétique des secteurs productifs dans certaines régions du globe (BBC Mundo, 2014). La méthodologie de l'EJA estime que, pour qu'un conflit socio-environnemental soit considéré comme tel, il doit comporter trois critères saillants (Shah, 2016, p. 8). Premièrement, il doit surgir autour d'une certaine activité économique et/ou législative qui génère des conséquences socio-culturelles négatives sur les sociétés (traditions et connaissances), sur la santé, et sur l'environnement (perte de biodiversité, désertification, etc.). Deuxièmement, il doit exister une revendication de la part d'un groupe social donné concernant un dégât potentiel ou réel découlant de l'exercice de ladite activité et générant une mobilisation sociale visible. En dernier lieu, il doit y avoir une présence active des médias pour qu'un suivi de l'événement puisse être réalisé<sup>12</sup>. C'est sur la base de ces critères que le cas de Hidroaysén a dès lors été défini comme un conflit socio-environnemental<sup>13</sup>.

Par ailleurs, un conflit socio-environnemental doit impliquer la participation d'au moins deux groupes d'acteurs distincts. Or, il est courant de trouver la présence de 1) l'État, 2) des privés, 3) des organisations sociales/environnementales et 4) de la société civile. Toutefois, un 5<sup>ème</sup> groupe d'acteurs peut parfois intervenir, jouant –tel que dans le cas d'Hidroaysén– un rôle capital dans le déroulement du conflit. Il s'agit des acteurs

---

<sup>12</sup> Site web d'Environmental Justice Atlas, *About us*. Disponible sur : <http://ejatlas.org/about>, consulté le 10 mai 2017.

<sup>13</sup> Hidroaysén est répertorié dans la liste de conflits de l'EJA.

internationaux, qui méritent une distinction supplémentaire car, au moins dans ce cas d'étude, ils fonctionnent comme des supports des organisations environnementales locales notamment au niveau financier, et comme des diffuseurs du conflit à l'échelle mondiale. Ainsi, selon la définition de conflit socio-environnemental avancée par l' « Environmental Justice Atlas » (EJA), ces derniers « *are defined as mobilizations by local communities, social movements, which might also include support of national or international networks against particular economic activities, infrastructure construction or waste disposal/pollution whereby environmental impacts are a key element of their grievances* »<sup>14</sup>. Ceci est aussi un élément proéminent dans le cas chilien, car tel qu'il sera détaillé par la suite, les organisations internationales –notamment les ONGs et les agences d'aide au développement– ont joué un rôle primordial pendant les années de dictature (70-80) quant au soutien et au financement des organisations environnementales chiliennes. Par ailleurs, elles ont aussi été stratégiquement importantes dans le développement de la campagne médiatique contre Hidroaysén à l'échelle nationale et de dénonciation internationale.

Sur les près de 2500 conflits répertoriés par l'EJA en 2014, il a été estimé que seuls 17% ont débouché sur des décisions favorables pour les communautés locales (Diario Uchile, 2014), à savoir la suppression des projets ou parfois même des compensations économiques. Faisant partie de cette flagrante minorité, Hidroaysén est donc un cas qui mérite d'être étudié plus en détail. De plus, il convient de signaler que selon l'EJA, le nombre de conflits socio-environnementaux répertoriés à l'heure actuelle s'élève à 2111, dont un tiers (679) sur le continent latino-américain<sup>15</sup>. Cette situation est loin d'être anodine et mérite, donc d'être approfondie.

---

<sup>14</sup> Site web d'EJA, *About us*. Disponible sur : <http://ejatlas.org/about>, consulté le 10 juin 2017.

<sup>15</sup> Cependant, ces données sont à prendre avec précaution, puisque l'EJA répertorie 47 conflits de la sorte au Chili, tandis que l'Institut National des Droits Humains (INDH) de ce pays en comptait 120, à la fin de l'année 2015, dont 42 liés au secteur énergétique. De ce fait, on en déduit que cette différence ne représente guère une diminution du nombre de cas, mais plutôt, une disparité dans la construction des indicateurs (L'INDH en possède 5, tandis que l'EJA n'en compte que 3). Ceci met en lumière les enjeux relatifs à la construction sociale du conflit et à la malléabilité des critères qui les définissent, dans la mesure où ceux-ci exercent une influence considérable sur leur définition et par conséquent sur les décisions prises pour leur résolution.

## C. CONDITIONS STRUCTURELLES D'EMERGENCE DES IMAGINAIRES SUR L'ENVIRONNEMENT

### a) **Le modèle de développement *extractiviste-exportateur* latino-américain et des rapports Nord-Sud basés sur la dépendance**

Tant au Chili que dans le reste du continent latino-américain, la situation environnementale actuelle est le résultat de plusieurs variables qui se sont combinées de différentes manières dans le passé (Camus, 1998, p. 33). Dans l'histoire de ce continent, l'exploitation intensive des ressources naturelles a constitué l'une des principales caractéristiques de son modèle économique en vigueur depuis l'ère des *Conquistadores*<sup>16</sup>. Donc, tenant compte que les idées, valeurs et cultures doivent être *historicisées* afin de mieux comprendre leur signification, il convient d'explorer brièvement les facteurs structurels qui expliquent les tendances actuelles en matière environnementale.

La phase d'expansion capitaliste qui traversait l'Europe au début de la colonisation a eu des répercussions directes sur les sociétés latino-américaines. Hormis les effets sociaux et politiques, elle a aussi impliqué la construction d'un rapport extractif envers la nature, où les sociétés colonisées –telles que des *puits* de ressources naturelles– ont servi au maintien des économies coloniales. Ainsi, ne possédant pas d'appareil industriel ni de marché interne fort, elles ont rapidement acquis le statut de pays exportateur de matières premières et importateur de produits finis, ce qui les a placées, jusqu'à nos jours, dans un rapport de dépendance économique<sup>17</sup>.

Pendant les années 60-70, de nombreux courants intellectuels régionaux ont produit des travaux scientifiques à ce propos (Faletto, 2007 ; Cardoso et Faletto 1971), visant, pour la plupart, à contribuer aux débats créés autour des causes du supposé *développement* des ex-puissances coloniales et du *sous-développement* des anciennes colonies. Ces réflexions ont surgi principalement en raison de l'échec du « Programme

---

<sup>16</sup> Terme désignant la figure des colonisateurs espagnols en Amérique Latine.

<sup>17</sup> Ce type d'économies ont souvent été appelées « primaires-exportatrices ». Pour approfondir, consulter M. Lang et D. Mokrani, 2011, p. 323.

d'Industrialisation régional »<sup>18</sup> des années 50, mené par la « Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes » (CEPAL), et qui visait essentiellement à *développer* la région –en termes de croissance économique, développement industriel, et développement social, au sens de l'éradication de la pauvreté et des inégalités– et tenter d'atteindre le niveau des pays européens.

Il convient de tenir compte que la crise économique survenue lors la Seconde Guerre Mondiale, avait empêché les pays industrialisés de maintenir leur position hégémonique vis-à-vis des économies latino-américaines. D'une part, dû à leurs situations financières, ces pays n'étaient plus en mesure de continuer à être les principaux acquéreurs des ressources du continent. D'autre part, les pays latino-américains n'avaient plus accès à l'achat de produits finis, dans la mesure où les appareils productifs des puissances occidentales avaient été gravement endommagés suite à la guerre et ceux qui demeuraient actifs, servaient principalement à assurer l'approvisionnement de leurs propres populations. Dès lors, les autorités régionales sous l'impulsion de la CEPAL, ont mis en place la stratégie de développement économique ISI (« Industrialisation par Substitution d'Importations »). Ce programme visait notamment à diminuer le lien de dépendance entre la *périphérie* et le *centre*, concernant l'achat de produits finis. Ainsi, en stimulant la production locale par le biais de l'industrialisation (Camus, 1998, p. 11), elle a visé le *développement* de la région et a favorisé indirectement le positionnement l'État comme un acteur plus influent sur la politique économique.

La mise en œuvre de ce projet –et l'échec qui en a découlé–, a favorisé le débat sur les raisons structurelles du *sous-développement* du continent (Dos Santos, 1988, p.95), et a fait émerger plusieurs courants intellectuels à ce propos. Le structuralisme, par exemple, –largement développé par l'économiste et ex-secrétaire exécutif de la CEPAL, Raul Prebisch–, a joué un rôle important dans la création de ce programme. Il mettait l'accent sur les relations asymétriques entre un *centre*, représenté par des pays industrialisés et une *périphérie*, constituée par les pays dits *en développement*. Ainsi, en soulignant le caractère essentiellement exportateur des économies latino-américaines, il affirmait que la demande de produits manufacturés allait s'accroître beaucoup plus vite que les

---

<sup>18</sup> Connu aussi sous le nom de « Industrialisation par substitution d'importations » (ISI).

matières premières à disposition dans les années à venir, et qu'il était dès lors fondamental de développer un programme d'industrialisation régionale permettant au continent de subvenir à ses propres besoins (Gudynas, 2011, p. 24). En outre, la « Théorie de la dépendance » a avancé l'idée que le *sous-développement* ne serait pas une condition transitoire avant d'atteindre le stade de développement, mais plutôt une conséquence inéluctable du système capitaliste. Sous cette optique, le *sous-développement* ne pourrait point être dépassé ou surmonté à l'aide des mesures économiques ou des plans de développement régionaux. D'où l'échec du projet *Cépalien*, qui –ayant malgré tout développé considérablement l'industrie régionale–, n'a pas réussi à atteindre ses objectifs de développement social. Ainsi, en comprenant également le rapport asymétrique entre les colonies et les puissances centrales en termes de *centre-périphérie*, elle entend que « le sous-développement n'est pas un stade de retard, antérieur au capitalisme, mais plutôt sa conséquence ultime, qui incarne une condition nécessaire pour son fonctionnement et qui donne lieu au *capitalisme dépendant* » (Gudynas, 2011, p. 24). Par conséquent, n'étant pas surmontable car structurel, le sous-développement ne peut qu'être dissimulé à l'aide des mesures économiques provisoires et palliatives. En d'autres termes, selon cette théorie, le *sous-développement* du Sud serait une conséquence inhérente du *développement* du Nord, voire même une condition indispensable à son existence, étant intrinsèquement liée à la déprédation de ses ressources naturelles.

Les débats autour du type de modèle de développement employé, se sont produits continuellement tout au long des décennies postérieures, donnant lieu à des paradigmes parfois hétérodoxes. Néanmoins, « la plupart d'entre eux se fondaient sur l'importance de la croissance économique comme expression du progrès matériel, accordant une place prépondérante à l'industrialisation et réclamant une majeure efficacité d'appropriation des ressources naturelles » (Gudynas, 2011, p. 25). Ainsi, lorsque dans la décennie des 70 les communautés épistémiques ont commencé à tirer la sonnette d'alarme sur l'impossibilité d'une croissance perpétuelle due principalement à la finitude des ressources naturelles, une partie importante des courants intellectuels latino-américains a jugé parfois ce discours comme *néomalthusianiste* (Gudynas, 2011, p. 25), car « ils estimaient que ce discours reniait le rôle de la science et la technologie dans la création d'alternatives face aux ressources épuisées ou aux impacts générés, et ont même parfois considéré qu'il s'agissait d'une manifestation du développementalisme

bourgeois et impérialiste » (Gudynas, 2011, p. 25). Ainsi, les répercussions des ouvrages tels que « The Limits To Growth » (« Le rapport Meadows », 1972) ou des publications du Club de Rome, ont parfois été pris par de nombreux « intellectuels de gauche latino-américains, comme une attaque à ce qu'ils considéraient comme positif, à savoir la modernisation, l'utilisation des richesses écologiques et l'idée même de croissance » (Gudynas, 2011, p. 25). Ceci dévoile le paradoxe que parfois les opposants peuvent, à leur insu, rester pleinement dans la dépendance des idées qu'ils attaquent, en se dissociant sur passablement de points, mais restant fondamentalement compatibles avec le système établi (Angenot, 2006, p. 11).

Vers la fin des années 80 et pendant toute la décennie des 90, les perspectives néolibérales et néoconservatrices se sont consolidées en Amérique Latine. Il était l'heure des privatisations et des réformes du marché, impulsées par le Consensus de Washington, qui semblaient pouvoir tout résoudre, mais où « la discussion sur le modèle de développement perdait son sens car il était bien entendu que ce serait le marché qui le générerait plus au moins spontanément » (Gudynas, 2011, p. 31). Or, l'inefficacité résultante de ces mesures a fait que vers le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, on assiste à un revirement global des politiques néolibérales et à l'installation de gouvernements dits « progressistes de gauche »<sup>19</sup>. Ce faisant, un renforcement progressif du rôle de l'État et un relatif durcissement de ses régulations ont été mis en place, mais ont eu comme arrière-fond la croissance économique et l'idée selon laquelle « le développement pouvait être fait en augmentant les exportations et en maximisant les investissements » (Gudynas, 2011, p. 35).

C'est sur ces bases qu'un discours dominant sur le *développement* s'est ancré en Amérique Latine et a servi comme justification aux activités extractivistes telles que Hydroaysén. À titre d'exemple, le président équatorien Rafael Correa –issu d'une coalition de gauche–, a rappelé lors d'une déclaration publique la nécessité de promouvoir la grande industrie minière en Amazonie. « Nous ne pouvons plus être des mendiants assis sur un sac d'or » (El Universo, 2013), a-t-il signalé, en suggérant qu'il serait pour le moins irrationnel de disposer d'un trésor écologique aussi important, sans

---

<sup>19</sup> Ceci au Chili a été représenté par les gouvernements de Ricardo Lagos et Michelle Bachelet.

en tirer aucun bénéfice. Le même argument a été repris par l'ex président chilien Sebastián Piñera en se référant à Hidroaysén, lorsqu'il dit qu' « il faut profiter des grands projets qui nous sont permis par la nature » (El Mercurio, 2010). Ainsi, les externalités environnementales qui découlent de ces activités, devraient être assumées tout simplement comme des coûts nécessaires et inévitables pour atteindre un stade de *développement* souhaité. Force est de constater que le continent latino-américain a suivi jusqu'à présent un modèle de développement *primaire*<sup>20</sup>, qui a été tout d'abord imposé par les forces exogènes colonisatrices, mais qui a été réadapté et réapproprié par la suite, par les propres acteurs locaux, tout en conservant son essence dépendante en termes économiques, et déprédative envers ses ressources naturelles. À l'heure actuelle, ce modèle se base encore « sur la transnationalisation, la subordination de l'État, l'appropriation de la nature et l'insertion économique globale subordonnée » (Gudynas, 2011, p. 36).

---

<sup>20</sup> Relatif aux matières premières.

## b) Sur la construction du concept de *développement*

La définition de ce terme est certes une tâche très délicate. Or, le but ici n'est pas d'en établir une définition exacte mais plutôt de comprendre sa connotation dans le contexte latino-américain. Dans le langage biologique il peut se référer aux étapes de croissance ou de maturation d'un être vivant, faisant allusion à un processus plus détaché de connotations sociales. Quant à son acception économique, selon l'« Académie Royale de la Langue Espagnole » il se rapporte à « l'évolution d'une économie vers de meilleurs niveaux de vie »<sup>21</sup>, ce qui le rend passablement moins neutre et le distingue de l'idée de simple de *croissance* poursuivie historiquement par les sociétés dites *occidentales*. Or, lorsqu'il est mobilisé par les sciences sociales ou politiques, le *développement* soulève une large gamme d'autres enjeux liés notamment à la distribution de richesses et aux inégalités.

Autrefois l'idée de *développement* s'était rattachée à la notion de *croissance économique* et d'*industrialisation*. Par la suite, elle a abrité des problématiques liées au bien-être humain, aux inégalités sociales et à la pauvreté. Selon les discours hégémoniques et institutionnels, ces dernières pouvaient être résolues par le biais économique. C'est ainsi que le *développement* a été conçu et mobilisé en Amérique Latine et a servi de base pour le fonctionnement des économies.

Dans ce continent l'acception sociale du terme *développement*, a souvent été comprise en opposition à son binôme indissociable : *le sous-développement*. De ce fait, ces deux termes ont fréquemment été placés dans une logique évolutionniste, où le dernier constituerait une étape antérieure au *développement*. Cette idée a été illustrée dans un discours public du président étasunien Harry Truman en 1949, où il a affirmé que « les pays *sous-développés* du Sud devraient suivre l'exemple des nations industrialisées afin d'atteindre leur *développement* » (Acosta, 2011, p. 22). Dans la même optique, et presque 70 ans plus tard, l'ex-Intendant de la région d'Aysén, Selim Carrasco, interviewé dans le cadre de ce travail, a affirmé qu'au Chili « nous devrions prendre l'expérience des pays développés comme un exemple, car nous voulons résoudre les

---

<sup>21</sup> « Real Academia de la Lengua Española ». Disponible sur : <http://dle.rae.es/?id=CTzcOCM>, consulté le 6 août 2017.

*problèmes comme eux le font, mais nous ne sommes pas encore à ce stade* »<sup>22</sup>. À travers ce type de discours, la vision de *développement* s'est consolidée comme « un processus d'évolution linéaire, essentiellement économique, médié par l'appropriation de ressources naturelles, guidé par différentes visions d'efficacité et rentabilité économique et orienté vers l'imitation du style de vie occidental » (Unceta, 2009, *cité en* Gudynas, 2011, p. 23).

---

<sup>22</sup> Propos extraits de l'entretien avec l'ex Intendant (maire) d'Aysén, Selim Carrasco.

**c) Les imaginaires sur le développement au service du néo-extractivisme et à l'origine de la conflictualité socio-environnementale**

Certains spécialistes ont mis en évidence un potentiel lien de corrélation entre la pauvreté de certains pays et leur abondance parallèle en ressources naturelles (Acosta, 2011, p. 84). Ce phénomène –souvent appelé « la malédiction des ressources »–, a été compris par certains auteurs comme le paradoxe du *sous-développement* de certains pays du Sud (Cf. Carbonnier, 2013). Or, des acteurs puissants l'ont compris comme une sorte de *fatalisme* des nations équatoriales, apparemment destinées à la pauvreté. La Banque Interaméricaine du Développement (BID) par exemple, s'est référée dans plusieurs de ses rapports à un « déterminisme géographique du développement où les pays les plus riches en ressources naturelles et plus proches de l'Équateur, sont condamnés à être moins avancés et plus pauvres » (Gudynas,  *cité en Acosta 2011*, p. 84). Elle a affirmé en effet que « les probabilités de croître de manière soutenue et d'atteindre de hauts niveaux de développement économique et humain, sont moindres dans les pays tropicaux, lointain des marchés mondiaux » (« Développement au-delà de l'économie. Progrès économique et social en Amérique Latine », 2000, p. viiii). Or, malgré ce prétendu déterministe, la BID reste convaincue que cette condition peut être surmontée, car « tel que le démontrent certains des pays qui ont eu le plus de succès au Sud-Est asiatique ou certaines économies européennes très développées, (...) ces limitations géographiques ont tendance à perdre de l'importance lorsque les pays dépassent un certain seuil de développement économique » (« Développement au-delà de l'économie. Progrès économique et social en Amérique Latine », 2000, p. viiii). En d'autres termes, la solution à ce *sous-développement* dû à la concentration des ressources naturelles, semblerait être la mise à profit de ces dernières. Ainsi, on constate qu'en profitant de son statut d'acteur puissant, la BID mobilise un discours sur un prétendu « fatalisme tropical », et crée, par conséquent, un imaginaire qui « accentue encore un peu plus ses réformes néolibérales et justifie sa manière d'atteindre le développement » (Gudynas 2009c,  *cité en Acosta, 2011*, p. 84).

De la même manière, la situation d'isolement géographique de la Patagonie ainsi que son abondance simultanée en ressources hydriques, a servi au consortium Hidroaysén et aux acteurs favorables au projet, à la construction d'un argument semblable. L'entreprise a affirmé que son but était de « mettre à profit le potentiel hydroélectrique

des fleuves Pascua et Baker, pour la génération d'une énergie propre et renouvelable »<sup>23</sup>, car il n'est pas souhaitable qu'en ayant une telle abondance, la Patagonie continue à gaspiller ses ressources hydriques. Dans la même optique de profit et rentabilité, elle a affirmé que « les eaux de la Patagonie chilienne sont une richesse durable, mais elles continuent à descendre de la Cordillère *pour aller se perdre dans la mer*<sup>24</sup>, alors qu'elles pourraient bénéficier aux habitants d'Aysén et du Chili » (Camilo Charme Ackermann, PDG de Hidroaysén *en Memoria Anual Hidroaysén*, 2016). D'autre part, Pedro Vial, ex « Directeur des communautés » de Hidroaysén s'est référé également à la nécessité de vaincre les barrières géographiques qui pénalisent le développement d'Aysén. « *Même si les habitants d'Aysén avaient peur, ils sentaient qu'avec l'arrivée de ce grand projet, ils allaient être accompagnés, qu'il y allait avoir de l'investissement et du développement. Il faut savoir que la sensation d'abandon dans cette région est très forte et que l'État n'existe pratiquement pas. Donc, les gens savaient qu'Hidroaysén allait créer de meilleures routes, de meilleurs hôpitaux, et de meilleures écoles, et j'estime que cette envie de vaincre les barrières géographiques et de se développer au même titre que le reste du pays, allait au-delà des peurs qu'ils pouvaient avoir* »<sup>25</sup>. C'est ainsi que l'argument promu par l'entreprise a misé sur une revalorisation de la Patagonie et une mise à profit de ses potentiels naturels, servant tant à la région en question qu'au reste du pays, ce qui a été illustré dans le slogan « Énergie pour le Chili, développement pour Aysén » ou « Hidroaysén fait un Chili avec de l'énergie »<sup>26</sup>.

Cette vision, très répandue au niveau régional a impliqué une exploitation à outrance de la nature et a été qualifiée par de nombreux experts comme *néo-extractiviste*. Pour comprendre son acception « néo », il convient de rappeler que l'extractivisme est une « modalité d'accumulation qui a commencé à se propager massivement il y a 500 ans, avec la colonisation de l'Amérique, l'Afrique et l'Asie (...), [et qui] a été déterminée par les demandes des centres métropolitains du capitalisme émergent. [Ainsi] certaines régions sont devenues spécialistes dans l'extraction et la production de matières premières (...), tandis que d'autres ont assumé le rôle de productrices de manufactures.

---

<sup>23</sup> Site web de Hidroaysén, [www.hidroaysen.cl](http://www.hidroaysen.cl), consulté le 1 juillet 2017.

<sup>24</sup> Nous soulignons.

<sup>25</sup> Propos extraits de l'entretien avec Pedro Vial, ex cadre de Hidroaysén, occupait le poste de « Directeur des communautés ».

<sup>26</sup> Site web de Hidroaysén, [www.hidroaysen.cl](http://www.hidroaysen.cl), consulté 28 juillet 2017.

Les premières exportent de la nature, les deuxièmes en importent »<sup>27</sup>. (Acosta, 2011, p. 96). Force est de constater qu'une très grande partie de ces ressources n'est pas destinée à la consommation du marché interne mais sert essentiellement à l'exportation ou au profit des intérêts externes, faisant que malgré son envergure, cette activité économique génère des bénéfices nationaux plutôt faibles. Son acception « néo » a émergé récemment, lorsque –en raison des conséquences néfastes qu'elle a entraîné–, plusieurs gouvernements régionaux ont opéré certains changements dans le but de lui imposer –au moins théoriquement– certaines limites. Ce qui contraste avec l'optique non-interventionniste du modèle extractiviste classique.

Un exemple de ceci est l'établissement de l'institution environnementale chilienne et l'introduction récente des réglementations environnementales plus strictes. Il convient de signaler que ceci s'est matérialisé en 2010, avec la création tardive du Ministère de l'Environnement (MMA), et qu'avant cela les affaires concernant l'environnement étaient gérées par la Commission Nationale de l'Environnement (CONAMA)<sup>28</sup>. Cette dernière n'avait certainement pas le même statut ni les mêmes compétences qu'un ministère, mais dénotait déjà une légère volonté régulatrice. Donc, il s'agit d'une institution jeune, peu robuste et qui s'est souvent avérée incapable d'appliquer les réglementations nécessaires en amont afin d'empêcher l'émergence des conflits. Sur ce, Jorge Atton, ex-PDG de ENDESA S.A, et interviewé dans le cadre de ce travail, estime que « *l'État est le pire des administrateurs de ressources [et que] la preuve en est l'institution environnementale, qui est pour le moins, très faible (...). Pense à Hidroaysén ou à 'Barrancones'*<sup>29</sup>, où l'entreprise s'est battue pendant des années pour avoir les autorisations nécessaires mais où le projet a finalement été arrêté à cause des décisions arbitraires »<sup>30</sup>. Par la même occasion, et dû à cette faiblesse, la réglementation environnementale a souvent permis l'exploitation accrue des matières premières et a eu

---

<sup>27</sup> Il convient de tenir compte que l'extractivisme se réfère non seulement aux activités d'extraction minière ou pétrolière, mais à tous les remuements de grands volumes de ressources naturelles, dont l'agriculture, la pêche ou les ressources hydriques font aussi partie.

<sup>28</sup> Créé en 1994.

<sup>29</sup> Il s'agit d'un projet thermoélectrique prévu dans la région de « Punta de choros » au nord du pays, qui possède une grande biodiversité. Il a été arrêté suite à un appel téléphonique du Président Sebastián Piñera. L'épisode est connu comme « el telefonazo » (« le coup de fil »). Sur ceci, Jorge Atton affirme que « *la pire erreur de mon cher Sebastián Piñera a été de prendre le téléphone et arrêter le projet 'Barrancones' par ce biais-là. En omettant tous les processus légaux de permis et autorisations, il a affaibli d'autant plus l'institution environnementale* ».

<sup>30</sup> Propos extraits de l'entretien avec Jorge Atton.

tendance à favoriser des intérêts territorialement exogènes, au détriment des endogènes (Reyes, Rodríguez, 2015, p. 439).

Étant donné que l'État a tenté d'exercer un rôle plus prépondérant, il a capté davantage de bénéfices générés par les secteurs extractivistes dans le but de financer des programmes sociaux et de s'assurer ainsi une certaine légitimité<sup>31</sup>. De ce fait, l'activité extractive a été présentée comme indispensable pour le combat contre la pauvreté et la promotion du développement. Donc, le *néo-extractivisme* peut être compris comme une vision contemporaine du développementalisme cépalien latino-américain, fondée sur les notions de progrès et de croissance (Acosta, 2011, p. 102). Car, même si l'État s'assure un rôle plus actif et perçoit davantage de bénéfices, la production et les exportations ne subissent guère de changements structurels profonds. Donc, la tendance vise à la « régulation de l'exploitation des ressources naturelles par les transnationales, plutôt qu'à l'extraction en soi » (Acosta, 2011, p. 101).

À partir de ceci, on constate que le lien de corrélation entre la situation géographique et le stade dit de *sous-développement* –dû notamment à la mauvaise mise à profit des ressources naturelles– est un discours répandu, qui a été mobilisé par des acteurs hégémoniques pour justifier l'activité néo-extractiviste. Face à l'accroissement des activités de la sorte, les États latino-américains ont souvent fourni des cadres régulateurs faibles pour la réalisation de ce type de mégaprojets, en ne prévoyant que vaguement leurs potentiels impacts. De ce fait, depuis le début du siècle, le mécontentement des acteurs directement affectés par ces situations s'est fait ressentir davantage, et a donné lieu à ce qui a été défini dans le début de ce travail comme *conflits socio-environnementaux*. Ceux-ci sont, à leur tour, compris comme des conséquences inhérentes du modèle de développement régional, en vigueur depuis cinq siècles.

---

<sup>31</sup> Au Chili, ceci s'est traduit par des programmes comme « Un toit pour le Chili » (« Un techo para Chile ») ou « Chili solidaire » (« Chile Solidario »).

#### d) L'émergence des discours environnementaux au Chili

Afin de comprendre les discours et les imaginaires sur l'environnement au Chili, il s'avère nécessaire d'aborder les conditions structurelles qui les ont façonnés. Selon le sociologue Marc Angenot, chaque société porte le poids de sa mémoire discursive (Angenot, 2006, p. 27). Donc, l'étude des traits socio-historiques permet de mieux comprendre ce qui, au sein de chacune, a été établi comme *énonçable* –donnant lieu à des discours hégémoniques– et ce qui a été omis (Angenot, 2006, p. 27). Au bout du compte, représenter le monde ne signifie pas uniquement énoncer des éléments, mais aussi omettre, ignorer et laisser dans l'ombre. Donc, analyser ce qui est dit est certes révélateur, mais se pencher sur ce qui ne l'est pas, s'avère d'autant plus indispensable. Dès lors, pour Angenot, les états antérieurs de l'ordre social et l'interaction des discours et des intérêts qui les soutiennent, produisent la dominance de certains faits sémiotiques –de *forme* et de *contenu*–, qui surdéterminent globalement l'*énonçable* et privent de moyens d'énonciation le *non-énonçable*, ou le *pas encore dit* (qui ne veut pas forcément dire l'inexistant ou le chimérique) » (Angenot, 2006, p. 27).

Par exemple, l'inquiétude mondiale pour la protection de l'environnement, répandue dès le début des années 70, n'est pas un phénomène surgi de manière uniforme dans toutes les régions du globe. En effet, lorsqu'en 1972 la plupart des pays du Nord se rendaient à Stockholm pour y célébrer l'emblématique « Sommet de la Terre », le Chili –tout comme la plupart des pays du Cône Sud– s'appêtait à initier une dictature civile-militaire, menée par le général en chef de l'armée Augusto Pinochet<sup>32</sup>. Ainsi, pendant cette période (73-89), le discours politique sur la nécessité d'utilisation des ressources naturelles comme un moyen d'accroître le développement productif du pays s'est propagé et a promu une exploitation active de celles-ci.

La politique chilienne pré-dictature avait déjà tenté de positionner solidement le pays dans le marché international en le rendant compétitif, notamment par le biais du secteur minier du cuivre et l'industrie forestière. De ce fait, des institutions publiques destinées

---

<sup>32</sup> Cette situation s'est reproduite dans plusieurs pays du continent, dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et le Brésil, entre autres, dans la période allant du 1970 à 1990. Elle s'est inscrite dans le cadre de la nommée « Opération Condor », soutenue par les Etats-Unis pour le renversement des gouvernements de gauche qui émergeaient dans la région et dont le Chili a été le premier.

à l'étude, fomentation et protection des ressources naturelles avaient été créées dans le but de rationaliser leur exploitation<sup>33</sup> (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 182). L' « Institut de Fomentation Forestier » (1966), par exemple, avait promu une politique basée sur « la conservation des ressources naturelles du pays, en prévoyant simultanément l'ampliation des zones forestières, capables de faire que le pays conquière une position préminente dans le marché international du papier et de la cellulose » (Message du président de l'époque Eduardo Frei Montalva, *cité en* Camus, 1998, p. 13). Donc, la protection des ressources était en effet prônée, pas forcément en raison de leur valeur intrinsèque mais de la richesse qu'elles constituaient pour le progrès de la Nation (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 186).

Le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), bien que bouleversant à plusieurs égards<sup>34</sup>, s'est inscrit dans la même lignée productiviste concernant l'environnement. Bien qu'au niveau social le syndicalisme et les mouvements sociaux organisés ont atteint un développement rarement vu auparavant, sur le plan économique les bases productives du modèle antérieur n'ont nullement été altérées. Elles reposaient toujours sur le secteur primaire extractiviste et ne généraient pas de débat visible.

Le coup d'État de 1973 mené par A. Pinochet, a mis un terme aux acquis sociaux obtenus auparavant, et s'est diamétralement opposé aux réformes appliquées par le président Allende, interdisant strictement toute activité social et politique. Sur le plan économique, la stratégie de libéralisation de l'École de Chicago (« Chicago boys ») a misé entre autres, sur une remarquable exploitation des ressources naturelles et une incitation proactive aux investissements étrangers (Guillén Romo, 2013, p.108). Ainsi, vers la fin de la dictature (1989), un 63% du secteur minier était en mains de capitaux étrangers (Camus, 1998, p. 21). La régulation environnementale étant par contre toujours inexistante.

Pendant la dictature, les débats autour de l'environnement ont été relayés à un rang secondaire. À cet égard, les discours politiques étaient peu robustes et la réactivité

---

<sup>33</sup> Un exemple de ceci est l'Institut Forestier (IFOR), l'Institut d'investigation des ressources naturelles (IREN) ou Institut de Fomentation de pêche (IFOP), entre autres.

<sup>34</sup> Dans un contexte de polarisation politique mondiale, Salvador Allende a été en 1970 le premier président socialiste élu par voie démocratique en Amérique Latine.

sociale plutôt invisible. Néanmoins, la tendance internationale vers le développement durable ainsi que la prise de conscience sur les effets nocifs de la croissance économique, ont favorisé la mobilisation timide mais constante des secteurs écologistes et la création de quelques dispositions légales, donnant lieu à l'émergence de la question environnementale. Par ailleurs, l'influence des centres de recherche scientifique<sup>35</sup> s'est traduite par la création des politiques publiques incluant des considérations environnementales. Ainsi, pendant cette période, ces exemples sont devenus de plus en plus courants et ont installé le débat dans la sphère sociale.

La question environnementale ne s'est pourtant pas largement massifiée, ni a suscité d'implication significative au sein de la société civile. Or, il est important de souligner qu'elle a incarné un des seuls moyens d'expression plausibles pendant la dictature (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 187). Dans un contexte autoritaire et d'absence de liberté d'expression, le domaine de l'écologie –et la défense de l'environnement– est devenu l'un des rares espaces tolérés par la dictature, car il ne s'imprégnait pas de couleur politique (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 187). Donc, il a été toléré dans la sphère publique et admis de manière plutôt positive dans les médias officiels, malgré la critique qu'il adressait au gouvernement et aux secteurs productifs (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 187). Le cas de Juan Pablo Orrego, membre fondateur du mouvement « Patagonie sans Barrages » et interviewé dans le cadre de ce travail, en est un exemple. Cet écologiste chilien, actif dans le domaine de la défense environnementale depuis son retour de l'exile en 1976, admet ne jamais avoir voulu se mêler en politique. « *Nous, en tant qu'écologistes et musiciens, n'avons jamais voulu nous mêler d'aucun parti politique, ni avant ni durant la dictature. Pendant toute la durée de l'Unité Populaire (« UP»)<sup>36</sup>, nous avons été dans un groupe de développement spirituel, guidé par un chaman bolivien. Nous jouions partout. Tant dans les poblaciones<sup>37</sup> que dans les festivals du Santiago College<sup>38</sup>, et nous ne distinguons aucune couleur politique. Cela nous était égal. Même pendant la dictature le principe était le même : pas de politique* ».

---

<sup>35</sup> Par exemple, l'Université Catholique (une des plus prestigieuses et influentes du pays) a créé le Centre d'Investigation de Planification de l'Environnement (CIMPA), qui a tenté de concilier développement économique et protection de la nature.

<sup>36</sup> Nom de la coalition politique qui a mené au pouvoir à Salvador Allende et sous lequel ce gouvernement est connu.

<sup>37</sup> Appellation des bidons-villes chiliens.

<sup>38</sup> École privée de renommée nationale, fréquentée par l'aristocratie chilienne.

Diverses ONGs environnementales ont été créées pendant la dictature et ont gagné progressivement en expertise et en professionnalisation. Elles sont devenues de nouveaux acteurs politiques et ont contribué à l'émergence d'un discours contre-hégémonique important. En effet, ces ONGs s'avéraient « des espaces accueillant des professionnels et des militants antidictatoriaux et qui, depuis leur labeur spécifique (...), ont maintenu une interlocution politique –bien que souvent souterraine et occulte des autorités– avec des mouvements et des partis politiques de l'extérieur » (Ulianova, Stensoro, 2012, p. 189). En effet, les ONGs d'Europe et d'Amérique du Nord, –qui, au même moment assumaient des fonctions de plus en plus importantes en matière de coopération internationale et commençaient à interagir directement avec les organisations locales, sans devoir passer l'intermédiaire de l'État (Wahl, 1997, *cité en* Ulianova Stensoro, 2012, p. 190) – ont joué un rôle très important quant au soutien financier et professionnel de ces organisations. Sur ceci, la sociologue canadienne Yianna Lambrou, affirme que « ces ONGs ont été des noyaux de résistance et d'expertise dans le développement régional, en maintenant la tradition démocratique et en donnant des solutions à toute une série de problèmes de développement local » (*Propos extraits de* Ulianova, Stensoro, 2012, p. 190).

Il convient de signaler que dans la première phase de la dictature, les critères des organisations dominantes du Nord, étaient plus proches de l'humanitaire et de l'aide aux secteurs sociaux précarisés. Toutefois, vers la fin des années 80, lorsque la dictature avançait et la tendance écologiste globale s'accroissait, ces organisations ont commencé à tisser davantage le lien entre *développement* et protection environnementale, étant donné que les conflits socio-environnementaux commençaient à se rendre davantage visibles. Ainsi, vers le début des années 90' la préoccupation environnementale était déjà un sujet cimenté dans l'agenda international, et était aussi présente à l'échelle nationale dans les universités, les ONGs, les centres académiques et le débat politique.

En outre, le retour des exilés politiques après la fin de la dictature, a été également un élément d'une importance stratégique. Ayant vécu en Europe et aux États-Unis, la plupart des retournés revenaient imprégnés des valeurs en vogue dans les pays du Nord,

et contribuaient au développement des visions écologistes<sup>39</sup>. Ainsi, pendant la période de « retour à la démocratie », ces personnalités –comme Juan Pablo Orrego– dont plusieurs sont jusqu’aujourd’hui des figures emblématiques de l’écologisme, ont exercé une influence politique considérable, notamment en ce qui a été de la création de l’institution environnementale, quelques années après.

En définitive, on peut dire que même si le Chili a vécu une détérioration progressive mais robuste de son environnement naturel depuis de nombreuses décennies, ce n’est que vers la fin des années 90 que cela a commencé à susciter des réactions sociales remarquables. Dû à ces dernières, on assiste à une préoccupation majeure pour l’environnement et à sa conséquente incorporation dans la législation. De ce fait, pendant les années 90 plusieurs propositions ont été adressées afin de formuler une politique nationale unifiée capable de réguler les différentes formes de pollution (Camus, 1998, p. 36). Cette politique devait se traduire par la création d’un Ministère de l’Environnement, mais elle n’a finalement débouché que sur la création d’une Commission Nationale de l’Environnement (CONAMA) ainsi que sur la « Loi des bases de l’Environnement »<sup>40</sup>. Nonobstant, de nombreux spécialistes estiment que les efforts déployés ont été insuffisants face à « la magnitude des problèmes environnementaux qui se sont historiquement accumulés dans l’espace chilien » (Camus, 1998, p. 32). Le manque de clarté de la législation, l’absence d’une institution adéquate et la manière dispersée et sectorielle d’aborder les conflits socio-environnementaux, ont été les principales difficultés pour faire face à ces derniers.

La CONAMA a été l’organe chargé de ces problématiques jusqu’à la création du Ministère, en 2010. Pendant cette période (1994-2010), la préoccupation centrale de l’élite politique et entrepreneuriale chilienne, a été d’établir une législation capable de concilier la protection de l’environnement avec le droit à la liberté d’entreprendre des activités économiques, tout en protégeant le droit existant sur la propriété (Camus, 1998, p. 37). À titre d’exemple, le sénateur Sebastián Piñera (qui deviendra président de la République entre 2010 et 2014, à savoir la période la plus mouvementée de Hidroaysén)

---

<sup>39</sup> Comme le cas de Juan Pablo Orrego ou Alejandro Rojas, qui ont tous les deux effectué des post-grades en écologie à l’Université de York, au Canada.

<sup>40</sup> Celui-ci a été le premier instrument juridique à proprement parler en matière environnementale.

a demandé en 1994, « un maximum de responsabilité au moment d'établir des règles en matière environnementale, car certaines mesures pourraient paralyser une partie importante de l'activité productive nationale si elles devaient être trop exigeantes » (Camus, 1998, p. 39)<sup>41</sup>. Ainsi, par le fait de ne pas posséder un statut de Ministère, il a été difficile pour cet organe d'imposer quoi que ce soit. En effet, lorsque le projet de « Loi des Bases de l'Environnement » a été discuté au Sénat, Rafael Asenjo, secrétaire exécutif de la CONAMA, a signalé que le projet avait subi des « indications concernant la forme, afin d'améliorer sa rédaction, affiner leurs définitions et *simplifier le Système d'Évaluation d'Impact Environnemental* »<sup>42</sup> (SEIA) (Camus, 1998, p. 40).

Cette loi, qui a finalement été acceptée en 1994 avec une majorité des voix, est encore l'instrument en vigueur dans la matière. Or, au moment de sa votation, la plupart des membres du gouvernement concernés, se sont manifestés contre l'éventuelle création d'un Ministère de l'Environnement. Le Ministre secrétaire général de la présidence, Genaro Arriagada Herrera, signalait que « le gouvernement n'est pas enclin à la Création d'un Ministère, car prétendre résoudre les problèmes à travers un supra ministère (...) conduirait sans doute à des retards et à des entraves bureaucratiques » (Camus, 1998, p. 40). Pour leur part, les écologistes se sont montrés critiques en affirmant que cette loi niait à l'État sa faculté de refuser l'exécution d'œuvres nocives pour l'environnement, en se limitait uniquement à présenter des corrections aux Études d'Impact Environnemental (EIA), renonçant ainsi à son devoir constitutionnel de veiller pour le bien commun (Camus, 1998, p. 40). En définitive, la création du Ministère de l'Environnement ne s'est matérialisée qu'en 2010, et a coïncidé avec l'entrée du Chili à l'OCDE (Couffignal, Velout, 2011, p. 26), ce qui suggère une exigence des standards internationaux et non nécessairement une volonté de régulation. En effet, l'entrée à l'OCDE a fait que le Chili –souvent considérée comme le « *premier de la classe* » latino-américaine » (Couffignal, Velout, 2011, p. 27) – devienne « le *petit nouveau* » devant progresser du club des pays dits développés » (Couffignal, Velout, 2011, p. 27).

---

<sup>41</sup> Il convient de préciser que Sebastián Piñera est jusqu'à présent l'un des entrepreneurs les plus proéminents du pays, et il est actuellement à nouveau candidat à la présidence pour Novembre 2017.

<sup>42</sup> Nous soulignons.

À partir de ceci, l'on constate qu'au Chili les acquis au niveau institutionnel n'ont pas toujours été conçus pour la résolution des conflits mais ils ont été en revanche le fruit des accords entre les acteurs. De ce fait, il est possible d'en déduire que les règles en place ont souvent tendance à être valables tant qu'elles assurent une « certaine croissance économique et satisfont les intérêts des groupes de pouvoir, faisant que les éventuels changements ne soient envisageables que dans les marges établies par le pouvoir dominant » (Bebbington, Scurrah, Chaparro, 2013, p. 2). De plus, ceci témoigne également de la perméabilité des frontières économiques, politiques et institutionnelles, pouvant expliquer la synchronie des discours de ces acteurs.

### e) **Mercantilisation des ressources naturelles : « le Code des eaux »**

Au Chili, les différents gouvernements en place depuis la décennie des 90 ont exprimé la volonté, mais aussi la *nécessité*, d'accroître l'industrie hydroélectrique dans le pays<sup>43</sup>. Afin de comprendre les problématiques soulevées par la mise en œuvre de ces projets, il s'avère indispensable de préciser brièvement les spécificités de l'instrument juridique qui régit la ressource eau : Le code des eaux.

Pendant la dictature, le Chili a subi un processus très intense de privatisation des ressources naturelles, qui s'est inscrite dans une logique de restructuration politique plus large, impulsée par A. Pinochet. Celle-ci a commencé en 1980 avec la création d'une nouvelle Constitution politique (en vigueur jusqu'à nos jours), qui a établi « le droit de propriété sur toute sorte de biens corporels ou incorporels »<sup>44</sup> et a dépourvu les citoyens du pouvoir au détriment des corporations. L'ont suivie le « Code des Eaux » de 1981, la « Loi Générale des Services Electriques » de 1982 et finalement, le « Code Minier » de 1983. Ce trio d'instruments juridiques a octroyé le droit d'exploitation de l'eau et des ressources minières ainsi que l'approvisionnement d'énergie électrique à des entités privées et a, selon Juan Pablo Orrego, effectué la capture corporative du lien *eau-énergie-industrie minière*<sup>45</sup>.

Le « Code des eaux » chilien de 1981 a établi des droits de propriété sur l'eau, lesquels peuvent être désormais vendus et achetés librement, érigeant ainsi cette ressource comme un bien économique assujetti aux fluctuations du marché. Cet instrument, qui a été élaboré par des économistes issus de la célèbre et controversée École de Chicago, a octroyé gratuitement et à perpétuité, les droits d'exploitation des eaux terrestres – qu'elles soient souterraines ou en surface – à des entités privées. Par la même occasion, il a établi deux types de droits d'exploitation distincts : les *consomptifs* (de consommation) et les *non-consomptifs* (de non-consommation), qui se réfèrent, *grosso modo*, au fait de devoir restituer –ou pas– l'eau à son cours naturel ou à sa source

---

<sup>43</sup> Par exemple, le Ministre de l'environnement, Maximo Pacheco, signalait en 2014 que « le développement de l'hydroélectricité est indispensable pour baisser les coûts liés à l'électricité ». Cf. La Tercera, mai 2014.

<sup>44</sup> Constitution Politique du Chili, 1980, Art. 19, al. 24.

<sup>45</sup> Propos de Juan Pablo Orrego extraits de « World Conscious Pact », *Administration des ressources hydriques au Chili*, 18 mai 2013. Disponible sur : <http://worldconsciouspact.org/es/noticias/juan-pablo-orrego-ecologo-2/>, consulté le 28 juin 2017.

d'extraction. Les premiers évoquent la consommation domestique, l'irrigation agricole ou l'activité minière, tandis que les deuxièmes font plutôt référence à la récréation et aux projets hydroélectriques<sup>46</sup>. Un aspect problématique réside dans le fait qu'au Chili il est actuellement estimé que « 90% des droits consommptifs sont détenus par des entreprises minières et agro-exportatrices, tandis que pratiquement *le 100% des droits non-consomptifs se trouvent dans les mains d'entreprises transnationales*<sup>47</sup>, et notamment d'ENDESA (ex « Entreprise Nationale d'Électricité S.A ») » (CIPER, 2012). Cette dernière est la détentrice du 51% du consortium Hidroaysén, ainsi que la propriétaire des fleuves *Backer* et *Pascua* (les deux plus grands fleuves du pays, qui allaient être utilisés pour la construction des barrages), constituant dès lors l'un des principaux acteurs de ce cas d'étude. ENDESA a été l'entreprise nationale de génération électrique de 1943 jusqu'à 1989, année où elle a été privatisée par Pinochet. En 1997, elle a été vendue au consortium espagnol « ENDESA España », qui dix ans après a été, à son tour, racheté à 92% par le groupe italien ENEL (dont le 32% appartient à l'État italien). Cela revient à dire qu'à l'heure actuelle, le groupe ENEL détient la presque totalité des droits *non-consomptifs* de l'eau chilienne et que l'État italien a par conséquent, plus de facultés sur celle-ci que l'État chilien en question.

« Le Code des eaux » est sans doute un élément de controverse, qui a suscité autant de détracteurs que des partisans. Parmi les premiers, le géologue américain Carl Bauer, expert dans le modèle chilien de gouvernance d'eau, l'a qualifié comme le « sous-produit du modèle néolibéral chilien » (CIPER, 2014), et a affirmé qu'il s'agit du seul modèle au monde où l'État a aussi peu de facultés d'intervention dans cette matière. Jorge Atton pour sa part pense que le Code des eaux doit être modifié car aucun des biens rares ne doit être octroyé librement et gratuitement. En revanche, à la vue de l'inefficacité de l'État dans la gestion des ressources, il estime que des concessions doivent être accordées à des privées pour une durée déterminée<sup>48</sup>. Parmi les partisans au niveau international, la Banque Mondiale a constamment érigé le modèle chilien comme un exemple à suivre pour la communauté internationale. Elle l'a qualifié comme « *a tradable water property rights system, [which] can lead to voluntary conservation and*

---

<sup>46</sup> Cf. Art. n°13, n°14 et n°312 du Code des Eaux, 1981.

<sup>47</sup> Nous soulignons.

<sup>48</sup> Propos extraits de l'entretien avec Jorge Atton.

*increases in the productivity of water without having to increase water charges »* («Tradable property rights. How to improve water use and resolve water conflicts », 1995, p. 2).

Même si selon C. Bauer la loi de 1981 a généré plus d'efficacité dans les services et a fait que les investissements augmentent, l'octroi sans limites des droits d'exploitation a donné lieu à un monopole sur la ressource, à une spéculation et à une réduction de la concurrence (Bauer, 1998). Dès lors, si cet instrument mérite d'être mentionné, c'est car il a permis et légitimé la détention des fleuves patagoniques par des entreprises privées et à présent étrangères. En effet, actuellement douze des plus importants fleuves de la Patagonie se trouvent en possession de ENEL (entreprise italo-espagnole), de Xstrata (industrie extractive suisse) et AES Gener (nord-américaine) et Colbún (Chilienne)<sup>49</sup>.

---

<sup>49</sup> Site web Patagonie sans Barrages, *Fleuves en danger*, 2010. Disponible sur : [http://www.patagoniasinrepresas.cl/final/contenido.php?seccion=problema\\_rios](http://www.patagoniasinrepresas.cl/final/contenido.php?seccion=problema_rios), consulté le 20 juillet 2017.

## f) Hidroaysén

La situation énergétique chilienne s'avère être un élément important pour la compréhension des enjeux soulevés par Hidroaysén, car même si le pays dépend très majoritairement des énergies fossiles, il ne les produit quasiment pas. En effet, il doit en importer le 75%, ce qui représente un enjeu considérable compte tenu de sa situation géographique. Dès lors, tenant compte du fait que la région de la Patagonie chilienne détient l'une des réserves d'eau douce les plus grandes au monde, l'hydroélectricité s'érige comme étant un élément clé pour l'indépendance énergétique du pays, mais aussi comme une cible d'exploitation pour les entreprises de production énergétique et d'extraction minière. Ainsi, même si actuellement les sources génératrices d'électricité sont à 55% d'origine fossile et à 43% d'origine hydraulique (« Anuario estadístico de energía », 2016), l'hydroélectricité demeure un domaine en pleine expansion et sera – malgré les nombreux conflits socio-environnementaux et les impacts que cela a créé jusqu'à présent – très difficilement ralentie dans les décennies à venir. Tel qu'il est dit dans l'agenda énergétique chilien 2050 réalisé dans le cadre des accords de Paris de la COP21, il est en effet envisagé de continuer à stimuler l'usage du potentiel hydroélectrique du pays dans le but de diminuer les émissions de gaz à effet de serre : « *Historically, Chile had a vocation for renewable electricity generation. In the 1980s, 80% of energy generation was hydroelectric. However, over the past five years, the average share of hydroelectric generation has been just 32% in spite of the significant potential that exists. One of the goals of the Energy Policy is to return to this vocation, implementing the necessary actions so that renewable energy sources constitute 60% of the electricity generation matrix by the year 2035 and at least 70% by the year 2050* » (« Energy 2050, Chile's energy policy », 2016, Executive summary).

Jusqu'aux années 80, une grande partie de la matrice énergétique chilienne provenait de l'hydroélectricité. Or, dû aux sécheresses récurrentes le pays a subi d'importants problèmes d'approvisionnement et s'est donc tourné vers l'achat de gaz à l'Argentine. Néanmoins, en 2002 ce pays a subi une crise importante dans sa production gazifière et en a interrompu la vente au Chili, ce qui a généré corollairement une crise diplomatique considérable (Coufignal, Velut, 2011, p. 28). Dès lors, au Chili l'idée de *crise énergétique* n'a pas tardé à émerger et avec elle, le discours sur la nécessité d'obtenir une certaine indépendance énergétique afin d'être capable d'assurer

l'approvisionnement national en cas de besoin. Dans ce contexte, les entreprises ENDESA et COLBUN ont décidé en 2005 de mettre à profit les droits d'exploitation qu'elles possédaient sur la plupart des fleuves patagoniques (propriétaires du 51% et 49% du projet respectivement). C'est ainsi qu'Hidroaysén a émergé et s'est érigé –par lui-même et par l'État– comme une alternative à la *crise énergétique*.

Hidroaysén a débuté en 2008 sous l'ancienne institution environnementale chilienne (CONAMA), mais il a basculé, en mai 2010, au nouveau Ministère de l'Environnement. En mai 2011, la Commission d'Évaluation Environnementale (CEA), composée par 12 des membres de confiance du président, a approuvé Hidroaysén avec 11 votes en faveur et une abstention (La Tercera, juin 2014). Ceci a déclenché des protestations massives qui se sont reproduites pendant les mois qui ont suivi, tout au long du Chili. Le 13 mai, 200'000 personnes se sont manifestées dans quelques 100 villes du pays contre les centrales hydroélectriques (Proceso, 2011), mais surtout pour la défense de la Patagonie. En effet, il est estimé que les manifestations de rejet contre Hidroaysén ont été les plus massives depuis le retour à la démocratie, en 1990 (Proceso 2011). Or, face à ceci, l'État chilien –qui s'est souvent affiché comme le garant des intérêts privés et « gardian musclé de l'ordre public » (Couffignal, Velut, 2011, p. 27)–, n'a pas hésité à faire usage de la force envers les protestataires, ce qui a souvent débouché sur des affrontements violents.

La Ministre de l'environnement durant cette période a été María Ignacia Benítez. Malgré que l'approbation de Hidroaysén se soit faite sous son mandat et que le bas taux d'acceptation présidentielle ait généré de constantes modifications au sein du gouvernement, elle a été une des seules à effectuer l'intégralité du mandat. Au niveau régional le représentant de cette autorité gouvernementale est l'Intendant-e (maire). Il s'agit d'un poste qui fait partie de la CEA et qui –au moment de l'approbation de Hidroaysén– était occupé par Pilar Cuevas. Tenant compte que M. Ignacia Benítez avait accédé à être interviewé pour ce travail, la participation de Madame Cuevas aurait été donc souhaitée afin de donner davantage de cohérence aux entretiens. Or, malgré les multiples relances, elle a finalement refusé d'y participer, probablement en raison de la méfiance d'une éventuelle enquête journalistique, étant donné que son mandat a été pour le moins controversé. En revanche, nous avons interviewé à Selim Carrasco, Intendant d'Aysén pendant le gouvernement précédent, ce qui a permis de dévoiler les enjeux soulevés par les changements de gouvernement, dans la mesure où cela a souvent généré

des discontinuités et des incohérences dans l'action politique. À titre d'exemple, il a affirmé que « *Bachelet ne voulait pas être responsable d'une telle décision, car elle savait que ce serait controversé. Par la suite, Piñera a reçu cette patate chaude entre les mains et il a paralysé le projet pendant longtemps avant de l'approuver, pour une question de calcul politique. On constate alors qu'il s'agit de décisions politiques et non pas techniques, ce qui est loin d'être une incitation pour les investisseurs européens, habitués à des règles claires et à des délais fixes. Ici nous avons des projets comme Hidroaysén qui sont évalués pendant trois gouvernements, seulement nous n'avons pas encore compris que ces processus ne peuvent pas s'étaler pendant douze ans, car cela est très mauvais pour le développement du pays* »<sup>50</sup>.

Le projet en question consistait en la construction de cinq centrales hydroélectriques placées dans deux des plus grands fleuves de la région : le *Pascua* et le *Backer*, comprenant les communes de Tortel, Cochrane et Villa O'higgins, qui figurent parmi les plus défavorisées du pays (CASEN, 2015). La durée de la construction des barrages était estimée à 12 ans et le nombre d'emplois s'élevait à près de 6000 postes<sup>51</sup>, dont le 20% aurait été occupé par des locaux et le reste par des personnes externes<sup>52</sup>.

L'objectif principal était la production de 2750 MW, qui devaient être injectés au Système Interconnecté Central (SIC) à travers une ligne de haute tension de 2300 kms de long, afin de les relier aux marchés de consommation du nord. Donc Hidroaysén comprenait deux aspects indissociables : la génération et le transport de l'énergie vers le nord, chacun faisant l'objet d'un projet différent. Ainsi, même si au moment où Hidroaysén a été approuvé par le SEIA, la ligne de transmission ne l'était pas encore. Celle-ci a été assumée dans un premier temps par l'entreprise chilienne de transmission électrique « *Transelec* » mais reprise par la suite par « *Aysén Transmisión* », filiale de Hidroaysén. Selon Jorge Atton, le PDG de ENDESA, si le système de transmission avait été différent et opéré par l'État, il n'y aurait pas eu d'opposition sociale<sup>53</sup>. « *Cela impliquait plus de crédibilité, de donner une meilleure image au projet et de minimiser*

---

<sup>50</sup> Propos extraits de l'entretien avec Selim Carrasco.

<sup>51</sup> Il convient de tenir compte que lorsque les barrages sont construits, la centrale requiert de très peu de personnel actif pour sa gestion.

<sup>52</sup> Site web Hidroaysén, *Beneficios para Aysén*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=221](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=221), consulté le 20 juillet 2017.

<sup>53</sup> Propos extraits de l'entretien avec Jorge Atton.

*l'effet anti-entrepreneurial face aux gens qui s'y opposaient. L'idée aurait été que l'État le fasse, mais qu'il mette ensuite la concession à concours publique pour un délais de 25 ou 30 ans, ce qui nous aurait permis de le reprendre* ». Rappelons que le traçage électrique a incarné l'un des arguments principaux de la campagne « Patagonia sin Represas », tel qu'il est constatable dans la photographie n°1 (Cf. page de garde). Il a été représenté comme une sorte de cicatrice qui allait marquer à jamais la pureté de la Patagonie. Cependant, il convient de signaler que ce traçage ne comprenait pas uniquement la Patagonie, mais allait traverser huit autres régions du pays.

Un des engagements du consortium était qu'une partie de la production énergétique allait servir à l'approvisionnement de la région d'Aysén et allait contribuer à la diminution de ses factures d'électricité, qui figurent jusqu'à présent parmi les plus chères du pays. Il convient de signaler que lors du conflit suscité par le projet Hydroélectrique « Ralco » dans la région du Bío-Bío, ENDESA avait pris le même engagement. Or, paradoxalement, et même si à l'heure actuelle la région de Bío-Bío est la capitale énergétique du Chili avec 55 plantes de production électrique, ses habitants continuent à payer les factures d'électricité les plus élevées du territoire. En effet, en 2015 la moyenne était de \$30.000 pesos par mois, alors que celle d'Aysén était de \$27.395 et celle de Santiago \$15.753<sup>54</sup> (El Mercurio, 2015). Donc, une partie importante de la population locale s'est montrée méfiante face à cet engagement.

---

<sup>54</sup> À titre comparatif, le salaire minimum au Chili est de \$270.000, ce qui équivaut approximativement à 396 chf.

## A. EMPLACEMENT DU PROJET



**Fig. 2.** Emplacement des cinq barrages. Extrait de National Geographic, 2011.

B. TABLEAU 1. CARTOGRAPHIE DES ACTEURS IMPLIQUES (« MAPA DE CONFLICTOS SOCIOAMBIENTALES EN CHILE », 2016, P. 210).

Acteurs étatiques	Acteurs privés	Acteurs civils	Acteurs internationaux
<p>- COMMISSION NATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT (CONAMA)</p> <p>- COMMISSION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT (COREMA)</p> <p>- COMMISSION D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (CEA)</p> <p>- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT</p>	<p>- HIDROAYSÉN S.A., SOCIEDAD COLBUN- ENDESA S. A</p>	<p>- CONSEIL DE DEFENSE DE LA PATAGONIE</p> <p>- ONG « ECOSISTEMAS »</p> <p>- COALITION CITOYENNE « AYSÉN RESERVE DE VIE »</p> <p>-CORPORATION POUR LE DEVELOPPEMENT D'AYSÉN (CODESA)</p> <p>-COMITE NATIONAL PRO DEFENSE DE LA FAUNE ET LA FLORE (CODEFF)</p> <p>- GROUPE DE DEFENSEURS DE L'ESPRIT DE LA PATAGONIE</p> <p>- CORPORATION « COSTA CARRERA »</p> <p>-ÉCOLE DES GUIDES DE LA PATAGONIE</p> <p>- ÉCOLE NOLS</p> <p>- CHAMBRE DE TOURISME DE PUERTO RIO TRANQUILO</p>	<p>- DOUGLAS TOMPKINS</p> <p>- GREENPEACE</p> <p>-INTERNATIONAL RIVERS NETWORK</p> <p>- NATURAL RESOURCES DEFENSE COUNCIL (NRDC)</p> <p>- FREE FLOWING RIVERS</p> <p>-FOUNDATION FOR DEEP ECOLOGY</p> <p>- FONDAZIONE CULTURALE DI BANCA ETICA</p> <p>- ENVIRONMENTAL LAW ALLIANCE</p> <p>WORLDWIDE</p> <p>- ASSOCIAZIONE STUDI AMERICA LATINA</p> <p>- ANCIENT FOREST INTERNATIONAL</p>

## D. CONSTRUCTION DES IMAGINAIRES

### a) Discours sociaux et création d'imaginaires hégémoniques et contre hégémoniques

Tel qu'il est dit par le théoricien italien Antonio Gramsci, l'existence des rapports de domination est assurée non seulement par une *hégémonie économique* –comprise en termes marxistes comme le contrôle des moyens de production–, mais aussi par une *hégémonie idéologique*. En étudiant la pénétration du capitalisme au-delà des aspects purement économiques, cet auteur a prêté une attention particulière au poids des idées, des discours et des représentations. En ce sens, *l'hégémonie idéologique* s'est avérée essentielle pour l'assurance de *l'hégémonie économique*, dans la mesure où elle permet, au travers du discours et des idées, la légitimation du système en place. En d'autres termes, il est possible d'affirmer que d'une part, les idées renforcent le pouvoir matériel, mais que d'autre part, –par le fait de constituer une base non-matérielle des rapports de domination– elles s'avèrent également plus difficilement modifiables que les relations objectives de pouvoir.

L'*hégémonie idéologique* peut être considérée comme « la résultante d'un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs » (Angenot, 2006, p. 25), assurant l'homogénéisation des rhétoriques et des topiques, et dont la fonction principale est de produire et de fixer des légitimités, des vérités et de créer des imaginaires (Angenot, 2006, p. 28). Dès lors, certains discours et imaginaires sont mobilisés davantage au détriment d'autres par les détenteurs du pouvoir, afin de perpétuer leur position hégémonique. Ce « monopole des représentations » (Angenot, 2006, p. 28), fait que ces imaginaires –jugés comme pertinents–, soient mobilisés à outrance et finalement figés dans l'espace social. De cette manière, la diffusion de certaines idées ou propagandes a tendance à coopter la société civile au travers du discours et de l'instrumentalisation de certaines idées prétendument *universelles* –comme le *développement*, le *progrès*, le *droit à la propriété privée*, les *crises*, etc.– (Berger, Leiteritz, 2014 p. 8). Ce faisant, elles sont souvent acceptées comme des éléments *naturels* –et même parfois bénéfiques– pour l'ensemble de la communauté, alors qu'en réalité elles constituent la base idéologique de *l'hégémonie économique*. Sur ceci, la connaissance mais aussi la *vérité* –ou en tout cas ce qui est admis comme tel–, doivent être comprises comme des

constructions sociales, souvent opérées par les acteurs idéologiquement hégémoniques (Jessop, Sum, 2006, p. 94).

Selon le sociologue anglais Bob Jessop, ces imaginaires sont composés tant par des éléments sémiotiques (culturels) que structurels (sociaux)<sup>55</sup>, qui opèrent dialectiquement dans le monde social en se rétro-alimentant. Les contraintes culturelles agissent comme des *créatrices de sens* (« *meaning-makers* ») –ou des fournisseuses de signification–, alors que les contraintes sociales se réfèrent plutôt aux caractéristiques « non-sémiotiques », résultant uniquement des interactions sociales, comme la cohésion ou l'intégration sociale et les logiques institutionnelles. Lorsque ces deux types de contraintes ne sont pas en accord, cela peut créer des scissions et des restructurations dans les imaginaires hégémoniques, faisant émerger des imaginaires *contre-hégémoniques* capables de transformer la réalité sociale.

L'hégémonie ne doit pas être considérée comme quelque chose de statique, mais plutôt comme un processus en construction constante, pouvant être affaibli en cas de crise. Selon Marc Angenot, elle « n'est pas un ensemble de schémas discursifs, thèmes, idées, idéologies qui prévalent, prédominent et qui ont le plus de haut degré de légitimité à un moment donné. Elle est plutôt un ensemble des répertoires, des règles et des '*statuts*' qui confèrent à ces entités discursives de telles positions d'influence et de prestige et leur procurent les styles, formes, micro-récits et arguments qui contribuent à leur acceptabilité » (Angenot, 2006, p. 9). Ainsi, l'hégémonie n'est pas uniquement une « idéologie dominante » et absolue, mais plutôt l'imbrication d'un ensemble de « dominances, prédominances et contraintes dans le jeu des discours et des idéologies » (Angenot, 2006, p. 9). En ce sens, pour qu'elle soit altérée, il est impératif que les acteurs qui la contestent disposent des moyens nécessaires pour accéder au pouvoir, et qu'en quelque sorte, ils arrivent à faire eux-mêmes partie de cette hégémonie. Donc, il est possible de dire que l'hégémonie engendre souvent de l'hégémonie (Angenot, 2006, p. 9).

---

<sup>55</sup> La dimension culturelle avait été quelque peu négligée par les courants de pensée dits « orthodoxes », comme l'économie politique conventionnelle ou le marxisme structuraliste (Valenzuela, 2014, p. 21). C'est notamment dans ce sens que la théorie de la « Cultural Political Economy » (CPE) de Bob Jessop, a apporté une nouveauté dans la compréhension des imaginaires économiques.

Dès lors, la *contre-hégémonie* peut être comprise comme la forme de lutte des dominés envers les dominants afin d'altérer le système existant (Hardt, Negri, 2005, p. 12). Ce qui ne se traduit pas systématiquement par un conflit tangible, mais prend parfois la forme d'une « bataille sémantique ». Cette dernière désigne « la lutte que suscitent les mots communs aux deux camps lorsque les débatteurs s'appliquent à faire triompher leur sens et leur définition, contre le sens et la définition adverse » (Rennes, 2005, p. 512). Ainsi, l'hégémonie incarne toujours le moment de réadaptation d'un état hégémonique antérieur, où les groupes qui se situent dans la périphérie du système discursif s'opposent aux idées et aux valeurs dominantes, et arrivent à renverser la tendance. Or, même si leur « axiome fondamental est de mettre en avant cette rupture radicale dont ils se flattent » (Angenot, 2006, p. 17), ils en font partie intégrante et incarnent, en tout cas pendant une période, une nouvelle forme d'hégémonie. En d'autres termes, ce sont des recherches d'originalité parfois effectives, mais qui « s'inscrivent pour la plupart en référence aux éléments dominants dont ils cherchent à s'en dissocier ou à s'y opposer » (Angenot, 2006, p. 11), en opérant une rupture critique mais qui est permise par les règles du jeu qui prévalent.

En raison de ces éléments, ici le discours a été abordé à la fois comme un produit du monde social ainsi que comme un élément capable de le modifier. En d'autres termes, le fait que le discours ait des effets performatifs sur la construction de la réalité, mais qu'il en soit en même temps un produit, amène à réfléchir tant à son contexte d'énonciation qu'aux stratégies discursives déployées par les acteurs pour le modifier. En se fondant sur ce qui a été évoqué précédemment, l'approche du « *Cultural Political Economy* » (CPE) de Bob Jessop s'avère utile dans la mesure où elle reconnaît « *the emergence of extra-discursive features of social relations and their impact on capacities for action and transformation* » (Jessop, Sum, 2006, p. 94). C'est la raison pour laquelle, dans ce travail il a été question d'analyser le discours en fonction de sa signification, mais aussi de ses conditions d'émergence, en prêtant une attention particulière aux rapports de pouvoir créés autour des concepts d'*environnement*, *eau*, *Patagonie* ou *hydroélectricité*. De plus, en analysant le discours il est possible d'explorer le lien entre celui-ci, l'idéologie et le pouvoir, car tel qu'il est dit par Teun Van Dijk, « les discours rendent les idéologies observables [*donc*] ce n'est qu'à travers le discours qu'elles peuvent être 'exprimées' ou 'formulées' explicitement » (Van Dijk, 2006, p. 83).

Par le fait de constituer une source de légitimation importante, les discours hégémoniques et les imaginaires qui en découlent, incarnent à la fois un biais d'accès au pouvoir ainsi qu'une façon de l'exercer. Dès lors, le discours social est vu comme une « juxtaposition des champs discursifs aux langages marqués et aux finalités établies, où un trafic plus ou moins occulté, fait circuler les paradigmes d'une hégémonie donnée » (Angenot, 2006, p. 4). En d'autres termes, les discours véhiculent des imaginaires qui portent en eux la structure même des rapports sociaux et qui peuvent être dévoilés à l'aide d'une approche socio-discursive associant *forme* et *contenu*. Quant aux imaginaires, ils peuvent être compris comme des stocks de représentations insistantes –et parfois fictives–, qui s'imposent aux acteurs en déterminant la manière dont ils représentent un certain phénomène, lieu ou activité (Pinson, 2012, p. 8).

L'approche du « *Cultural Political Economy* » (CPE), offre un cadre d'analyse pertinent pour comprendre l'émergence des imaginaires. En effet, à l'aide de sa notion de « *Cultural turn* » en économie politique, il se penche sur l'imbrication entre l'économie et la culture, en accordant une importance toute particulière au rôle joué par les discours, les identités et la création des significations dans la construction des stratégies économiques, des organisations et des modèles de développement (Jessop, Sum, 2006, p. 92). Il aborde les expressions culturelles et identitaires locales de différentes communautés qui ont été ignorées ou dominées –et à qui des modèles uniformisateurs et oppresseurs leur ont été imposés (Valenzuela, 2014, p. 44) –, tout en mettant l'accent sur la nature sémiotique se trouvant à l'origine de ces relations sociales. Il entend ces dernières comme le fruit d'un processus de production intersubjective des signifiants et des signifiés (Jessop, 2010, p. 337). Pour ce faire, il souligne l'importance des éléments tant discursifs que matériels, puisqu'il affirme que le discours « *involves both, what is said and what is done, which breaks down the distinction between language and practice, and enables the analyst to transcend the action/language distinction and to explore the complex 'discursive-material' nature of practices, organisations and institutions* » (Jessop, Sum, 2006, p. 93). Très proche des influences gramsciennes, le « *Cultural turn* » fournit une explication discursive du pouvoir. En d'autres termes, elle affirme que les intérêts en jeu dans les relations de pouvoir sont conditionnés de manière significative par la constitution discursive des identités, des modes de calcul, des stratégies et des tactiques, « *and not just by the so-called 'objective' position of specific*

*agents in a given conjuncture (as if they existed outside of discourse)* » (Jessop, Sum, 2006, p. 93).

## **b) Création et figement des *formules***

Le discours est le moyen que les acteurs mobilisent pour obtenir soit un consensus, soit une division. De ce fait, la condition pour faire valoir une quelconque cause ou pour agir dans la sphère sociale et politique, est d'utiliser le pouvoir du langage et de maîtriser ses usages, ses formats et ses fonctions (Krieg-Planque, 2012, 242). Parmi ceux-ci, la notion de *formule* en est un. Pour Alice Krieg-Planque, une formule peut être définie comme « un ensemble de formulations qui, du fait de leurs emplois à un moment donné et dans un espace public donné, cristallisent des enjeux politiques et sociaux que ces expressions contribuent dans le même temps à construire » (Krieg-Planque, 2012, p. 244). Une formule est souvent construite et mobilisée dans le but de légitimer ou de délégitimer quelque chose, et contribue à rendre acceptable des structures, des acteurs et des actions (Krieg-Planque, 2012, 259). Elle se fonde sur une temporalité et sur l'existence des acteurs qui la font exister. Donc, on peut dire qu'une formule « n'existe pas en elle-même, mais en relation avec des acteurs qui la portent et avec des événements qui la favorisent » (Krieg-Planque, 2012, p. 251). Par exemple, la formule « développement durable » existe car « elle est promue par des acteurs sociaux qui entreprennent à travers elle de négocier la mise en visibilité ou au contraire l'invisibilisation de certaines thématiques ou de certains intérêts » (Krieg-Planque, 2012, p. 251). En définitive, il s'agit d'un « référent social » (Krieg-Planque, 2012, p. 253), qui évoque un élément commun pour la majorité des individus à un moment donné et dont ils s'emparent pour prendre position.

La création de formules a été un élément crucial dans le déroulement du processus de Hydroaysén. Dans la bataille sémantique qu'il a suscitée, chaque groupe d'acteurs a utilisé le lexique d'une manière stratégique, luttant pour établir des formules capables de légitimer leur action. Selon Krieg-Planque, l'usage d'un mot déterminé en tant qu'il supporte un point de vue n'est pas seulement le fait d'un locuteur donné, mais « le fait d'un locuteur donné dans une conjoncture donnée » (Krieg-Planque, 2012, p. 202). Ainsi, par exemple le consortium a mis en avant les concepts de « développement »,

« énergie propre, renouvelable et chilienne » et « crise énergétique » qui ont été appuyés par l'État et qui ont renforcé également l' « indépendance énergétique ». Or, ils ne sont pas parvenus à constituer une formule au même titre que « Patagonie sans Barrages ». Celle-ci a naturalisé les concepts qu'elle dénomme (Krieg-Planque, 2012, p. 254) et a contribué à bâtir un imaginaire spécifique sur la Patagonie et l'hydroélectricité. D'une part, elle a permis l'émergence d'un imaginaire patagonique jusque-là inexistant au niveau national, en sacralisant ses attributs naturels et en l'érigeant comme un « paradis vert » d'une beauté pure et presque sacrée appartenant à tout le peuple chilien. D'autre part, elle a diabolisé l'image de l'hydroélectricité et des pylônes électriques. Dans le sens commun, ceux-ci ont été pensés comme indissociables des barrages et ont incarné la principale menace pour la conservation de ce territoire. De cette manière, les acteurs ont mobilisé des mots communs, mais ont lutté pour leur attribuer leur propre sens ou définition. Donc, on constate que « l'unité d'observation d'une formule n'est pas la phrase, mais le discours, comme ensemble de productions langagières situées » (Krieg-Planque, 2012, p. 251).

Pour qu'une formule soit considérée comme telle, elle doit réunir quatre dimensions reconnaissables (Mayaffre, 2009, p. 2). **1)** Son figement, faisant que sa signification s'installe de manière stable dans les imaginaires ; **2)** sa dimension discursive –au détriment de la simple dimension linguistique–, qui situe la formule comme une pratique langagière rendant compte des enjeux sociolinguistiques qu'elle soulève ; **3)** son statut de référent social, faisant écho au consensus qu'elle suscite et devenant incontournable ; et finalement, **4)** son caractère polémique car, c'est parce qu'elle cause des polémiques qu'elle s'impose comme un passage obligé des discours et qu'elle devienne connue et reconnaissable par tous (Krieg-Planque, 2012, p. 258). Les quatre dimensions sont donc réunies dans le cas de Patagonie sans Barrages.

Les formules sont composées de mots. Un mot est une unité lexicale qui doit être compris dans ses différentes dimensions et non uniquement dans sa catégorie d'appartenance (Krieg-Planque, 2012, p. 80). En d'autres termes, un mot ne se présente jamais sous la forme d'un lemme, comme dans un dictionnaire, mais « il est soumis à d'autres déclinaisons qui relèvent d'un choix et des enjeux des significations (Krieg-Planque, 2012, p. 80). Un exemple de ceci est la création de Patagonie sans Barrages. Sa conceptrice Mitzi Urtubia explique le processus. « *Nous avons commencé à jouer avec*

*les concepts et nous nous sommes dit, Aysén ? Non, cela ne vend pas. Patagonie ? Oui ! Exactement ! Patagonie ! Il était temps d'installer l'image de la Patagonie dans notre pays, car elle avait été oubliée pendant bien longtemps. Par ailleurs, nous ne voulions pas intégrer un 'NON' dans la phrase, car nous n'en pouvions plus du négativisme associé aux écologistes et qu'on dise que nous nous opposons toujours à tout. Ensuite, nous devons mettre 'barrages', car c'était le centre de la problématique et il fallait bien le faire connaître. Alors cela s'est fait ainsi et 'Patagonie sans Barrages' est devenu le lemme »<sup>56</sup>. De cette manière, nous constatons que toutes les pratiques langagières et sémiotiques plus ou moins ordinaires, contribuent à légitimer les mots, comme des unités de descriptions du discours et que rien n'est complètement laissé au hasard. Dès lors, la notion de formule apparaît comme « l'une des catégories d'analyse privilégiées pour appréhender les discours à travers différentes formes de figement que les acteurs sociaux modèlent et font circuler, et pour saisir la façon dont les acteurs s'organisent à travers les discours, les rapports de pouvoir et d'opinion » (Krieg-Planque, 2012, p. 245). Dans ce cas de figure, la création de la formule *Patagonie sans Barrages*, a constitué un outil fondamental pour le triomphe de la campagne. De par sa diffusion massive, l'extension « sans barrages » a fait que la Patagonie soit désormais associée automatiquement à cette formule et aux idées sous-jacentes.*

---

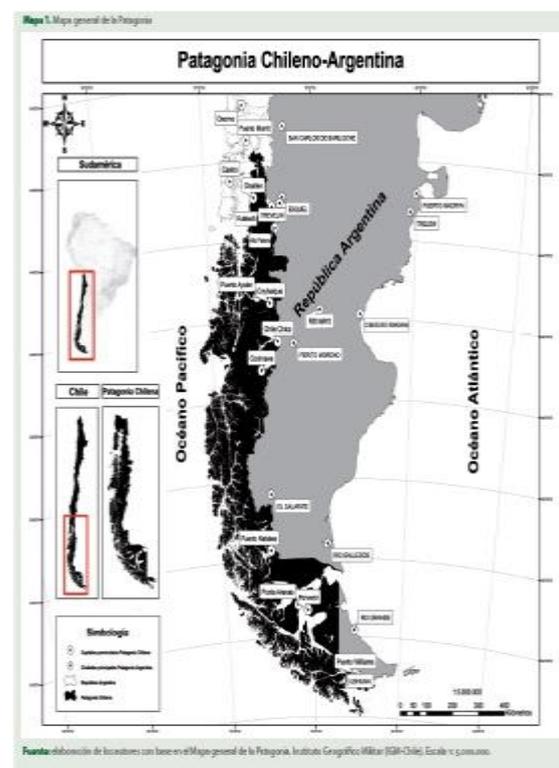
<sup>56</sup> Propos extraits de l'entretien avec Mitzi Urtubia.

### c) Ce qui est en jeu : La Patagonie

Bien qu'elle s'étende à la fois sur le territoire chilien et argentin –et que chacun revendique une partie comme étant la *sienne*–, la Patagonie n'a jamais comporté de limites géographiques ou politiques explicitement définies, celles-ci n'existant que dans l'imaginaire. Elle constitue en effet un territoire flou, dont les frontières fluctuent selon ce que chacun entend comme *patagonique*. Souvent, la plupart de ses habitants disent se sentir avant tout des *patagons* et ne s'identifient pas forcément aux nationalités qui la composent. Quoi qu'il en soit, et pour des raisons de délimitation de l'objet d'étude, dans cette recherche nous nous référons à ce qui est communément considéré comme la Patagonie *chilienne*.



**Fig. 3. Patagonie argentine et chilienne confondues** (délimitation géographique approximative). « About twice the size of France—but with fewer people per square mile than Western Sahara—Patagonia remains remote more than a century after Europeans settled in. Never precisely defined, it stretches from about the Río Colorado and part of the Bío-Bío to the tip of the continent ». Extrait de « National Geographic Society », 2004. Disponible sur : <http://ngm.nationalgeographic.com/ngm/0401/feature3/map.html>, consulté le 27 juin 2017.



**Fig 4. Patagonie chilienne** (délimitation géographique approximative). Selon cette estimation, elle incarne environ un tiers de la superficie patagonique totale, qui est d'un peu plus d'un million de km<sup>2</sup> (Mandujano-Bustamante, (et al.), 2016, p. 87).

Actuellement, la Patagonie est la région la moins peuplée d'Amérique Latine, avec une densité de moins d'un habitant par km<sup>2</sup> (Mandujano Bustamante, *et al.*, 2016, p. 83), la partie chilienne occidentale étant toujours la plus isolée (*Ibid.*, p. 83). Cette dernière est composée par les régions d'Aysén et de Magallanes, qui sont, quant à elles, territorialement séparées par le « Champ de glace Nord », et accessibles uniquement par voie aérienne ou maritime. La région d'Aysén plus particulièrement, est composée de 4 provinces (Aysén, Coyhaique, General Carrera et Capitán Prat) et 10 communes, sa capitale étant la ville de Coyhaique. Il s'agit de la troisième plus grande région du Chili, mais aussi de la moins densément peuplée et caractérisée par ses forts indices de pauvreté (*Cf.* CASEN, 2015). La région possède trois différents types de climats et une géographie assez accidentée, abritant une grande biodiversité jusqu'à présent quasiment intacte (Estrategia de desarrollo regional de Aysén, 2009, p. 22). En effet, elle contient la plus grande concentration de forêts natives du pays avec 4,8 millions d'hectares (Estrategia de desarrollo regional de Aysén, 2009, p. 22). Or, dû à ces facteurs, l'approvisionnement est difficile et le coût de la vie très élevé.

À ceci s'ajoute à l'absence de l'État chilien, qui a maintenu cette région dans un isolement tant géographique que symbolique. Elle se trouve dans une position désavantageuse et socialement inégalitaire par rapport au reste du pays, qui l'a laissée en marge de la plupart des mesures de développement. En termes de télécommunications, ce n'est qu'en 2012 que la région a obtenu un réseau de téléphonie cellulaire dans la plupart des villes (même si par l'intermédiaire d'un seul opérateur) et un accès à internet dans les villes principales, ce qui reste tout de même assez restreint. En effet, la seule grande tentative de connexion de la Patagonie avec le reste du pays a été la construction de la « Carretera Austral » (« Autoroute australe »). Débutée en 1988 sous la dictature de Pinochet, cette route d'environ 1'000 kilomètres a eu pour but de faciliter le transport des ressources naturelles de la Patagonie vers le nord (notamment forestières), et s'est inscrite dans la logique extractiviste de son action. Nonobstant, presque trente ans après, elle n'a toujours pas été achevée. Les chemins sont intermittents et souvent non goudronnés, les déplacements restant très longs, coûteux et peu fréquents. Dès lors, grâce à l'existence d'une meilleure connectivité territoriale avec son homologue argentin, les patagons chiliens ont forgé un lien culturel important avec

ce pays<sup>57</sup>. Ils font recours à leurs infrastructures, services sanitaires et éducatifs. Ils entretiennent également des liens commerciaux et souvent, de consanguinité. Tout ceci a favorisé à l'émergence d'un sentiment binational et d'une identité créée en marge des États unitaires respectifs et de la rivalité conventionnellement admise entre ces deux pays. Ainsi, ses habitants parlent de l'*identité patagonne*<sup>58</sup>, qui inclut l'existence de symboles comme le « *mate* »<sup>59</sup>, le « *gaucho* »<sup>60</sup>, la « *Chacarera* »<sup>61</sup> ou certaines expressions qui leur sont propres.

Les activités productives sont principalement le secteur aquicole, incarné notamment par la salmoniculture<sup>62</sup>, le secteur forestier, l'élevage de bétail à moyenne et petite échelle et le tourisme. Le secteur agricole reste faible en raison du climat et du relief, et le potentiel développement de l'hydroélectricité a été annulé pour les raisons développées dans ce travail. Le modèle de fonctionnement régional se base ainsi sur une logique d'autoconsommation et de marché local, générant peu d'agglomérations urbaines et faisant l'objet de peu d'investissements sociaux (Mandujano Bustamante, *et al.*, 2016, p. 84). Ainsi, la Patagonie est pour les communautés du sud « *la petite patrie dans la grande patrie* »<sup>63</sup> et semble constituer une frontière à l'intérieur même du pays, en reproduisant la logique centre-périphérique dans laquelle le Chili lui-même s'inscrit, par rapport aux pays du Nord.

Depuis les années 60, l'irruption d'un acteur international est devenue un élément incontournable lorsqu'on se réfère à la Patagonie. Il s'agit de Douglas Tompkins, un philanthrope, conversationniste et multimilliardaire nord-américain qui, pendant les années 90, a décidé d'abandonner le monde corporatif pour se consacrer à la conservation. Après avoir vendu The North Face et Spirit –marques qu'il avait créées en 1950–, il a acheté près de 800'000 hectares dans la région d'Aysén et de Los Lagos, pour « sauver

---

<sup>57</sup> Jusqu'à la construction de l'Autoroute Australe, presque l'intégralité de l'approvisionnement de la région se faisait par l'Argentine.

<sup>58</sup> Propos extraits des trois entretiens exploratoires, faits dans la ville de Cochrane en janvier 2017, à deux propriétaires de campings et un commerçant local.

<sup>59</sup> Boisson traditionnelle.

<sup>60</sup> Dénomination du paysan local, qui est souvent un muletier.

<sup>61</sup> Danse traditionnelle.

<sup>62</sup> L'exploitation de cette ressource est faite principalement par des entreprises transnationales, ce qui a constitué aussi une source de nombreuses tensions socio-environnementales.

<sup>63</sup> Propos extraits de l'entretien avec Patricio Segura, écologiste régional et dirigeant de « Patagonie sans Barrages » à l'échelle régionale.

le paradis », tel que lui-même le signalait (BBC, 2015). Depuis 1990 il a fondé des associations telles que The Foundation for Deep Ecology ou le Conseil de Défense de la Patagonie, dans le but de créer des « sanctuaires naturels », des parcs nationaux et protéger la Patagonie. Admiré par certains pour sa vocation de conservation, mais déprécié par d'autres pour avoir pris possession d'une partie aussi vaste du territoire, la figure de Tompkins a été pour le moins controversée pendant ces vingt dernières années. De plus, il a joué un rôle fondamental dans la campagne contre Hydroaysén en la finançant considérablement et en la rendant visible au niveau international. En effet, lors des entretiens effectués dans le cadre de cette recherche, l'intégralité des acteurs ont fait référence à la figure de Douglas Tompkins pour des raisons diverses. À titre d'exemple, Patricio Segura, un des leaders de Patagonie sans Barrages, a affirmé que *« l'ampleur de cette campagne provient, entre autres, du soutien de Tompkins. Mais contrairement à ce que certains pensent, il n'a pas apporté uniquement du financement, mais aussi des connaissances techniques et de l'expertise. Par exemple, c'est lui qui a proposé l'idée des panneaux géants (...), nous étions plus conventionnels et voulions utiliser des radios et des médias locaux pour diffuser le message. Mais il a insisté, en assurant que ceci allait produire un impact impressionnant. Et il avait raison. Non seulement parce que tout le monde les voit, mais aussi car il ne faut pas oublier que l'on lutte contre des acteurs qui détiennent le monopole du pouvoir, comme ENDESA ou COLBU, -et qui en plus sont soutenus par le gouvernement-, donc, si du jour au lendemain les gens voient une quarantaine de panneaux géants de Patagonie sans Barrages dans les points principaux de Santiago, ils se disent 'ici il y a du pouvoir', et d'un coup, tout devient plus complexe »*<sup>64</sup>. Pour sa part, Jorge Atton, ex PDG d'ENDESA affirme : *« Je suis convaincu que le rôle de Tompkins dans cette campagne a été beaucoup plus important que ce que l'on l'imagine, et que tout ce qu'il a entrepris a été dans le but que personne ne touche à ses parcs »*<sup>65</sup>.

Parmi les paysans locaux, Tompkins semble être moins apprécié. Oriana, propriétaire d'un camping dans la ville de Puerto Río Tranquilo, affirme qu'il a –à des fins conversationnistes– volontairement introduit une espèce de puma qui avait disparue de la région, dans le but qu'ils tuent le bétail des paysans locaux. Ceci afin qu'ils se voient

---

<sup>64</sup> Propos extraits de l'entretien avec Patricio Segura, leader régional du mouvement Patagonie sans Barrages.

<sup>65</sup> Propos extraits de l'entretien avec Jorge Atton.

dans l'obligation de vendre leurs terres pour la construction des parcs nationaux. Même si des propos similaires ont été tenus par d'autres interviewés lors du terrain en Patagonie, ces données sont à prendre avec précaution car non vérifiables.

#### d) Les imaginaires créés autour de la Patagonie : un territoire symboliquement connoté

La Patagonie a été un terrain fertile pour la construction de divers imaginaires, qui l'ont *signifiée* de différentes manières tout au long de l'histoire, en faisant appel à certains de ses attributs. Dans l'ouvrage « Patagonie : histoire, discours et imaginaire social », Graciela Facchinetti identifie trois imaginaires qui ont surgi autour de la Patagonie depuis 1870. Celui de 1) « terre maudite », celui de 2) « terre de progrès », et celui de 2) « de fantaisie et chimère » (Facchinetti, 1997, p. 22).

Le premier a été présent notamment vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, et l'a érigée comme un territoire *solitaire, stérile et inconnu*. Dans certains de ses récits, même Charles Darwin l'a comparée à un « désert », en vue de son faible peuplement (Mandujano Bustamante, *et al.*, 2016, p. 90) et Jules Verne a parlé des « ténèbres où aucune machine ne peut lutter contre le vent » (Verne, 2003, p. 184). Pendant la même époque elle a été retracée par les navigateurs et les passants européens, comme un lieu inhospitalier et sauvage, ayant baptisé certains endroits avec des noms tels que « Port de la faim », « Île désolation », « Baie inutile » « Baie désolée » ou « Île des morts ». En 1935, dans une étude de l'Université de Californie (« Chile : su tierra y su gente »), Geogre McBride disait que « pendant longtemps il n'y aura pas de chemin terrestre qui puisse connecter la Patagonie au reste du pays, car la région est véritablement impassable » (McBride, *citée en* Mandujano Bustamante, *et al.*, 2016, p. 93).

Cet imaginaire de la Patagonie comme *désertique* et *isolée*, a contribué à ce que pendant longtemps elle reste dans l'ombre tant au niveau politique que social et médiatique. Les faits montrent que pour l'État, la Patagonie s'est avérée être jusqu'à présent un territoire lointain en termes géographiques, politiques et administratifs. En effet, elle a constitué une sorte de « frontière interne » (Yiftachel, 1998, p.33), au sein même de l'État chilien, ce qui a servi de base pour la construction du deuxième imaginaire de « terre de progrès ». Selon Yiftachel, ceci est une caractéristique propre aux sociétés colonisées, comme les Etats-Unis, l'État d'Israël ou l'Inde. Mais elle peut également s'appliquer également au Chili et à l'Argentine, où la Patagonie a été pensée comme un « espace vide » (Mandujano Bustamante, *et al.*, 2016, p. 90), dont les terres doivent être conquises et mises à profit, dans le but d'accroître les richesses et mettre en œuvre la

vision institutionnelle et unitaire de *développement*. Ces idées civilisatrices, ont dévoilé la Patagonie comme un territoire négligé, où il est nécessaire d'apporter des innovations techniques. En effet le gouvernement chilien a admis que jusqu'à présent Aysén se trouve dans des conditions d'isolement extrême et qu'il n'a pas systématiquement été incorporé aux programmes de développement national (Plan de Desarrollo de Zonas Extremas, 2015). Ainsi, contrairement à l'imaginaire de la « terre maudite » répandu notamment pendant la colonisation de ce territoire, le discours sur la nécessité de *développement* et de *progrès* de cette terre *oubliée*, est devenu par la suite un imaginaire unitaire et répandu en vigueur jusqu'à nos jours.

Ceci a aussi contribué au sentiment d'abandon au sein de la population locale, par rapport à l'État, mais a aussi créé un sentiment de fierté patagonne, dû à l'abnégation de devoir habiter ces parages. Oriana, habitante de la ville de Cochrane dit : « *Nous sommes oubliés par tous (...). Ici, on dit souvent que le Chili se termine à Puerto Montt et recommence à Punta Arenas*<sup>66</sup> (...), *autant dire que quand j'allais à l'école au nord (Temuco)*<sup>67</sup>, *les enfants me demandaient si là où j'habitais il y avait des pingouins [rires] (...), mais ils ne savaient pas le courage qu'il fallait pour habiter ici* »<sup>68</sup>. Cela étant, cette femme se montre émue lorsqu'elle parle du mouvement créé à propos de Hidroaysén. « *Nous n'avons jamais vu quelque chose de pareil. Je pleurais devant la télé quand je voyais qu'à Santiago les gens se battaient pour nous (...), nous avons toujours été tellement oubliés, que je n'ai pas pu m'empêcher de m'émouvoir quand j'ai senti qu'enfin on nous soutenait* »<sup>69</sup>.

Le troisième imaginaire est celui de la *chimère* et de la *fantaisie*, où G. Facchinetti a rassemblé des mythes construits autour de la Patagonie, tels que ceux d' « Eldorado » ou de « la cité des Césars ». Bien que dans l'absolu l'aspect mythique sera laissé en marge, nous l'utiliserons pour souligner la vision romantique contenue dans les imaginaires contre-hégémoniques sur la Patagonie. Ces derniers ont eu tendance à

---

<sup>66</sup> Expression récurrente qui met en évidence les villes qui ne sont pas accessibles par voie terrestre. L'Autoroute australe se termine à la ville de Puerto Montt. Tout le reste du sud n'étant accessible qu'à travers l'Argentine ou par voie aérienne.

<sup>67</sup> Temuco se trouve à 1500 kms au nord de Cochrane et à 680 kms au sud de Santiago. Pour les patagons, Temuco est déjà considérée comme « le Nord ».

<sup>68</sup> Propos extraits de l'entretien avec Oriana. Femme de 55 ans, propriétaire d'un camping dans la ville de Cochrane.

<sup>69</sup> *Idem*.

sacraliser en quelque sorte son image et à mettre en avant sa valeur intrinsèque, en l'érigant comme un « paradis vert » (Nuñez, *et al.*, 2014, p. 181). L'assemblage de ces éléments a fait émerger de nouveaux cadres politico-discursifs autour de la conservation et de la protection d'un espace dressé comme « intouchable ». Par exemple au niveau régional, une coalition citoyenne s'est créée au début des années 2000 sous le nom de « Aysén, Réserve de vie », dans le but de lutter contre la construction d'une plante réductrice d'aluminium et de protéger la biodiversité patagonique. D'ailleurs, la plupart des membres de « Patagonie sans Barrages » ont participé à cette campagne contre le projet « Alumysa » de l'entreprise canadienne NORANDA, qui contemplait –hormis la plante de réduction–, la construction de quatre barrages et de 80 kms de ligne de transmission pour traiter l'aluminium provenant d'Australie, Brésil et Jamaïque<sup>70</sup>. Ici, la participation d'acteurs internationaux a été, tout comme pour Hidroaysén, très importante. Mitzi Urtubia, chargée de communications de l'ONG « Ecosistemas » et membre de la campagne « No-Alumysa » et « Patagonie sans Barrages » dit avoir été contactée par une organisation australienne pour la défense de la Patagonie. *« L'organisation 'action écologique' a décidé de participer à une campagne concernant le domaine forestier à travers nous. Donc les organisations chiliennes sont arrivées quand la campagne était déjà constituée, en ayant comme noyau central la Patagonie. Donc notre travail était juste de donner une forme, un concept. Puis, nous avons misé sur 'Aysén, Réserve de vie' »*. Ainsi, elle affirme que cette campagne leur a permis pour la première fois de présenter la région d'Aysén comme le cœur de la Patagonie chilienne. *« Nous avons déjà l'idée de travailler avec des concepts comme 'immensité', 'paysages à découvrir', ou 'terres vierges', car nous voulions dire aux chiliens 'Hey ! Aysén existe, et il faut s'approprier cette beauté' »*. Donc, elle affirme que la campagne « No-Alumysa » a été certes un préambule à Hidroaysén leur ayant permis d'installer la Patagonie dans l'imaginaire du peuple chilien, mais sa petite taille n'a pas permis de la mobiliser au même titre que Hidroaysén. De plus, *« l'aluminium, à la différence de l'énergie et de l'eau, est un concept beaucoup plus éloigné pour les chiliens, car on ne le voit pas partout. L'eau et l'énergie sont à côté de nous et on en a besoin pour vivre »*. Or, Mitzi Urtubia dit que malgré tout leur travail, le projet n'a pas été arrêté en raison

---

<sup>70</sup> Site web de Greenpeace, *Consecuencias económicas del Proyecto Alumysa*. Disponible sur : <http://www.greenpeace.org/chile/es/prensa/comunicados-de-prensa/consecuencias-econ-micas-del-p/> , consulté le 26 juillet 2017.

d'une « *victoire citoyenne* »<sup>71</sup> mais d'un lobby effectué par les entreprises d'élevage de saumon (notamment norvégiennes), qui ont menacé le gouvernement de Ricardo Lagos, de quitter la région à cause de la contamination que cela allait entraîner. Ce faisant, le président Lagos a immédiatement stoppé le projet, en omettant toutes les étapes établies par l'institution environnementale en place. Ainsi, même si la formule « Aysén, Réserve de vie » ne s'est pas répandue à l'échelle nationale et a fini par être intégrée à l'échelle locale et même par le gouvernement régional, elle est devenue une devise (étant même gravée sur les camions collecteurs de poubelle ou sur les arrêts de bus).

Cette représentation de la Patagonie a été donc très influencée par les acteurs internationaux. Force est de constater que celle-ci a historiquement entretenu un lien important avec le continent européen. L'État chilien n'ayant pas assumé les coûts de maintien de présence active dans cette région pendant le 19<sup>ème</sup> et le 20<sup>ème</sup> siècle, il a fortement stimulé la venue de colonisateurs européens (notamment des allemands et des suisses, pour la région qui concerne cette étude). Le but étant de *mettre à profit* ces parages, en proposant aux arrivant des terres à moindre coûts. Ainsi, leur présence est jusqu'à nos jours un élément distinctif de la région et a été –malgré la violence que cela a comporté notamment de la part de l'État chilien–, un vecteur considérable d'innovation<sup>72</sup>. Par ailleurs, d'après les témoignages des locaux, les Européens ont toujours porté un intérêt particulier pour la découverte de la Patagonie, « *même bien avant les Chiliens* »<sup>73</sup>. Ainsi, depuis la fin des années 80, ils auraient commencé à explorer touristiquement la région. « *Cela fait un moment que les Européens visitent cette région. Ils venaient même quand il n'y avait pas du tout de routes, et cela ne les dérangeait pas de ne pas avoir de trop de confort* »<sup>74</sup>.

Cet imaginaire a été fortement renforcé par la presse internationale. Des journaux de renommée internationale tels que The guardian ou The New York Times, ont mis en avant les effets nocifs de Hidroaysén sur la Patagonie, en signalant que « *all those things that people think when they think of Patagonia would have been impacted* [as the project

---

<sup>71</sup> Propos extraits de l'entretien avec Mitzi Urtubia.

<sup>72</sup> Un exemple est la ville de Puyuhuapi, fondée en 1930 par Otto Uebel, ingénieur chimique immigré dans la région, ayant introduit l'utilisation de nouvelles techniques agricoles. La ville destine actuellement une exposition permanente dans la mairie, où ils mettent en avant les aspects positifs de son action.

<sup>73</sup> Propos extraits des entretiens.

<sup>74</sup> Propos extraits de l'entretien avec un homme, 61 ans, propriétaire d'un camping dans la ville de Cochrane.

would have destroyed] « *two of Patagonia's wildest rivers* » (The Guardian, 2014) (The Guardian, 2014), ou que « *sacrificing Patagonia for power would be an irreparable mistake* » (The New York Times, mai 2011). Pour sa part, National Geographic a mobilisé les propos d'Amanda Maxwell pour affirmer que « *Patagonia's rugged and varied wilderness is truly an environmental treasure* » (National Geographic, 2014) et que Hydroaysén « *has been defeated by a well-organised campaign by NGOs who've managed to convince the country that it would mean that the whole of Aysen would be flooded* » (National Geographic, 2014). En mai 2011, The New York Times a affirmé dans l'article « *Keep Chilean Patagonia Wild* » que « *an environmental review commission in the Aysén region of southern Patagonia, has made a potentially disastrous decision, voting to approve the construction of five hydroelectric dams* » (The New York Times, mai 2011). Le journal a confirmé la délicate situation énergétique chilienne, mais a aussi affirmé que « *major studies have made it clear that Chile has extraordinary renewable energy sources, including solar, geothermal and wind power that could be developed with far less impact on the environment* », empêchant la construction d'un « *1400-miles corridor of power lines, creating the longest clear-cut on the planet* » (The New York Times, mai 2011). En juin 2011, le même journal s'est référé à Hydroaysén comme une menace au « *national and ecological treasure (...) in a pristine region of Patagonia, known for breath-taking glaciers and lakes, that draws thousands of tourists a year* » (The New York Times, juin 2011). De cette manière, de nombreux médias internationaux des plus reconnus se sont pliés à la cause de « Patagonie sans Barrages », contribuant à sacraliser l'imaginaire sauvage de la Patagonie et exerçant, par la même occasion, une pression très importante qui a joué un rôle non-négligeable dans le changement de direction du projet.

Les individus interviewés dans ce travail admettent que la tournure internationale prise par le conflit, a été cruciale dans la discussion du projet. Selim Carrasco dit que « *hormis le financement étranger à la campagne contre Hydroaysén, nous avons dû faire face à toute l'opposition internationale (...), ce qui nuisait l'image du pays au niveau international. Ensemble, ces deux éléments ont fait que ce conflit prenne une ampleur spectaculaire* »<sup>75</sup>. Pour sa part, María Ignacia Benítez dit que « *même la presse*

---

<sup>75</sup> Propos extraits de l'entretien avec Selim Carrasco.

*internationale s'est mêlée de cette affaire [et qu'elle a] (...) reçu des appels et des visites de personnalités très connues, pour qu'on arrête le projet »<sup>76</sup>.*

---

<sup>76</sup> Propos extraits de l'entretien avec María Ignacia Benítez.

### III. CADRE METHODOLOGIQUE

#### A. LE CHOIX DE L'ETUDE DE CAS

Pour ce travail la méthode utilisée a été l'étude de cas. Celle-ci se caractérise par l'utilisation de l'observation directe et des entretiens systématiques, servant souvent à décrire un processus ou à répondre à une question contenant un « comment » (Yin, 2003, p. 9). Dès lors, il s'agit d'une méthode convenable pour l'analyse des phénomènes contemporains (Yin, 2003, p. 9), puisqu'à différence des études historiques par exemple, le chercheur possède moins de contrôle sur l'objet et moins de données à sa disposition (Yin, 2003, p. 20).

Un « cas » peut être défini comme « un système délimité dans le temps et l'espace de certains acteurs, relations et institutions sociales » (Neiman, Quaranta, 2006, p. 220). Ainsi, celui de Hidroaysén a été abordé depuis 2008, lors de l'entrée du projet au Service d'Évaluation Environnemental (SEA), jusqu'à sa suppression en 2014, en prêtant une attention particulière à l'année 2011, où des manifestations massives se sont déclenchées suite à son approbation. Les bornes géographiques ont été établies d'une part en Patagonie, dans la région où le projet allait être construit, ainsi que dans la ville de Santiago, où les manifestations les plus massives et les processus législatifs ont eu lieu.

Malgré la définition claire des limites spatiales et temporelles de cette étude, nous avons voulu concilier les approches locales et globales, car lorsque les études de cas ne sont pas insérées dans un contexte plus large, elles risquent de devenir de simples descriptions détaillées (Graciarena, Franco, 1981, p. 20). Ceci peut rendre la compréhension globale difficile et dépourvue des processus historiques et sociaux lui ayant donné lieu, et faire que l'étude devienne une entité isolée et indépendante sa réalité extérieure (Graciarena, Franco, 1981, p. 20). Pour leur part, les études globales ou à tendance *totalisante*, risquent de tomber facilement dans l'extrême opposé, en ne tenant pas compte des cas concrets leur permettant de rendre visibles les réalités qu'elles décrivent. Par conséquent, dans ce travail nous avons voulu intégrer les deux visions, afin de rendre compte, des particularités de Hidroaysén, mais aussi en vue de l'insérer dans le contexte socio-politique plus large qui lui donne lieu. Par exemple, si le continent

latino-américain a été évoqué à plusieurs reprises comme une seule et grande unité, c'est avant tout car « l'abstraction de la réalité concrète est inévitable lorsque l'on veut observer et interpréter le mouvement de l'ensemble historique de la région latino-américaine » (Graciarena, Franco, 1981, p. 20). Dès lors, cette stratégie *généralisante* a servi à construire un arrière-plan socio-historique et à illustrer les traits communs de la région. Ainsi, à différence des analyses quantitatives permettant de faire des inférences statistiques sur la base d'un nombre de cas important, cette étude s'est concentrée sur un cas spécifique permettant d'effectuer une généralisation théorique (Yin, 2003, p. 11)

## B. LES ACTEURS

Les acteurs ont été classifiés en 4 groupes distincts. **1)** Les acteurs étatiques ou institutionnels, **2)** les privés, **3)** les non-gouvernementaux et **4)** les civils (compris comme la société civile dans son ensemble). Dans la catégorie non-gouvernementale une distinction a été faite entre acteurs nationaux et internationaux car, en cours d'étude, nous avons constaté l'importance du rôle joué par ces derniers dans la résolution du conflit. Par ailleurs, même si des entretiens ont été effectués au sein de chaque groupe d'acteurs, nous nous sommes notamment concentrés sur les trois premières, en prêtant moins d'attention aux acteurs civils, car ils jouaient un rôle qui était moins facilement mesurable –même si pas moins important– et leur étude ne fournissait pas d'éléments indispensables pour répondre à la question de recherche.

## C. LE CORPUS DE DONNEES

Le travail a été réalisé à partir de diverses données pouvant être classifiées principalement en 4 groupes. **1)** Des sources primaires, **2)** des entretiens semi-directifs, **3)** des articles de presse et **4)** de la littérature secondaire.

### **a) Les sources primaires**

Parmi les sources primaires, nous avons consulté des documents officiels produits par chaque groupe d'acteurs, tels que des rapports de l'entreprise, des programmes régionaux de développement du gouvernement, l'Enquête CASEN sur le niveau de pauvreté au Chili, des Études d'Impact Environnemental (EIA), du matériel produit et diffusé par « Patagonie sans Barrages » et divers instruments juridiques tel que le Code des eaux ou la Constitution politique chilienne. Nous nous sommes servis également du matériel disponible sur les sites web officiels respectifs, où de nombreuses données sont encore à disposition. Hidroaysén facilite son positionnement officiel concernant les actions légales entreprises par et contre la société, sous format de documents Portable Document Format (PDF) téléchargeables. En outre, le site contient encore des *podcasts* de l'émission de radio « Conversemos con Hidroaysén » (« Discutons avec Hidroaysén ») qu'ils diffusaient dans la région d'Aysén pendant les années 2010-2012, et où ils invitaient diverses personnalités locales afin de mettre en avant les avantages du projet. En outre, nous avons également utilisé les différentes annonces publicitaires que l'entreprise a fait circuler en télévision, et qui sont encore disponibles sur internet. Pour sa part, le site de « Patagonie sans Barrages » –qui demeure par ailleurs très actif–, met également à disposition tous les documents légaux des actions juridiques entreprises contre Hidroaysén, ainsi que des contributions de ses membres sur des thématiques environnementales et notamment hydriques. Ils font usage des profils variés de ses membres (scientifiques, journalistes, académiciens et avocats, entre autres) et de leur expertise, pour diffuser ces publications.

### **b) Les entretiens**

Concernant les entretiens, ils ont été effectués en profondeur auprès de deux acteurs de chacun des groupes signalés. Ainsi, au total huit entretiens semi-directifs d'environ une heure, ont été réalisés en fonction des critères territoriaux, à savoir un individu ayant pris part au conflit directement depuis Aysén, et un autre depuis Santiago. Dans cette recherche, les entretiens ont eu un rôle complémentaire, l'analyse ne s'étant pas basée uniquement sur les informations qu'ils fournissaient.

### (i) ÉTATIQUES

Parmi les acteurs étatiques, et au niveau central, il a été possible d'interviewer à María Ignacia Benítez, qui a exercé le poste de Ministre de l'environnement pendant les quatre ans de mandat du gouvernement de Sebastián Piñera (2010-2014)<sup>77</sup>. L'entretien a eu lieu dans sa résidence secondaire en Patagonie, en janvier 2017, et a été le fruit du hasard. Deux jours avant le retour à Santiago et après un mois de terrain en Patagonie ainsi que de nombreux efforts pour obtenir des entretiens avec des membres du gouvernement, nous avons fait sa connaissance dans le village de Puyuhuapi dans des circonstances pour le moins improbables. Elle nous a aimablement accueilli dans sa résidence de vacances et accordé un entretien d'environ une heure et demi.

Au niveau régional, nous nous sommes entretenus avec Selim Carrasco, qui a été Intendant de la région d'Aysén<sup>78</sup> pendant le gouvernement de Michel Bachelet (2006-2010). Afin d'assurer davantage de cohérence aux données, il aurait été souhaitable de nous entretenir plutôt avec Pilar Cuevas, l'Intendante en place pendant le mandat de Piñera et M. Ignacia Benítez. Or, elle s'est rendue fermement indisponible pour un entretien<sup>79</sup>.

### (ii) PRIVÉS

Quant aux acteurs privés, au niveau central il a été possible d'obtenir un entretien avec Jorge Atton, qui a été PDG de ENDESA durant une courte période de Hidroaysén. Parmi les acteurs privés au niveau régional, nous nous sommes entretenus avec Pedro Vial qui a été « Directeur des communautés » entre 2006 et 2011. D'après lui, son travail reflétait « *une volonté spontanée de l'entreprise [et consistait] à créer une participation citoyenne anticipée* »<sup>80</sup>. Patricio del Fierro, un troisième acteur, a été interviewé de manière moins formelle et a fourni des informations complémentaires d'ordre technique. Ingénieur environnemental, il a travaillé pour l'entreprise chargée d'élaborer

---

<sup>77</sup> Tel qu'il a été signalé, María Ignacia Benítez a été une des seules à avoir effectué l'intégralité du mandat.

<sup>78</sup> L'intendant-e (équivalent du maire, en français) est le-la représentant-e direct-e de l'autorité présidentielle sur le plan régional, et non l'inverse. En d'autres termes, il ne veille pas à défendre les intérêts du peuple d'Aysén face aux pouvoirs centraux, mais tâche à incarner ces derniers à l'échelle locale.

<sup>79</sup> Pilar Cuevas a joué un rôle important dans l'approbation de Hidroaysén à l'échelle régionale. Son action a été fortement critiquée et la population locale qui affirmait qu'elle avait été placée dans ce poste par la Ministre M. I. Benítez, sans avoir aucune proximité ni connaissance de la région. Ce qui peut expliquer sa négative face à la demande d'entretien.

<sup>80</sup> Propos extraits de l'entretien avec Pedro Vial.

l'EIA. Avant ces entretiens, plusieurs questions m'ont été posées concernant la nature de ma recherche et sa diffusion postérieure. Dès lors, j'ai décidé de mettre en avant l'aspect des revers de l'utilisation des énergies renouvelables au Chili et d'éviter l'utilisation à outrance des mots *conflicts*, *social* ou *Patagonie sans Barrages*. Néanmoins, les interviewés y ont fait référence de manière spontanée au cours de la discussion. En outre, mon statut d'« étudiante internationale » venant de Suisse a suscité leur curiosité et a été un avantage pour l'obtention des rendez-vous.

### (iii) NON-GOUVERNEMENTAUX

Parmi les acteurs non-gouvernementaux, au niveau central il a été possible d'interviewer Juan Pablo Orrego. Écologue de formation et écologiste de militant, il fait partie des plus célèbres activistes chiliens en matière d'eau et environnement et a été fondateur du mouvement « Patagonie sans Barrages ». Il convient de signaler que Orrego provient d'une famille de renommée nationale. Son oncle, Bernardo Matte Larraín est l'actionnaire majoritaire de COLBUN S.A, détenteur de 49% de Hidroaysén. Les familles Matte et Matte-Larraín ont joué un rôle prépondérant dans la politique économique du pays depuis la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Elles ont fondé en 1961 le « Groupe Matte-Larraín », la troisième holding entrepreneuriale la plus importante du pays selon le magazine Forbes 2014. Ils détiennent l'entreprise minière Valparaíso, la compagnie de télécommunications ENTEL S.A, COLBUN S.A et la Banque Vice, entre autres. Dans ce contexte-là, Juan Pablo Orrego se déclare être « *le mouton vert* »<sup>81</sup> de la famille, ayant même été exilé pendant la dictature. Lors de ses années au Canada, il a cultivé passablement de liens avec des activistes internationaux. Donc, il a fourni des informations qui ont été fondamentales pour la réalisation de ce travail, incarnant un des vecteurs permettant d'étudier le rôle des acteurs internationaux dans le conflit.

Au niveau régional, deux entretiens ont été réalisés. Tout d'abord, auprès de Mitzi Urtubia, journaliste qui a été chargée des communications de l'ONG Ecosistemas (dont le président est Juan Pablo Orrego) et de la campagne contre Hidroaysén et qui revendique comme sienne l'invention de la phrase « Patagonie sans Barrages ». Le deuxième interviewé a été Patricio Segura, journaliste et membre actif de « Patagonie

---

<sup>81</sup> Propos extraits de l'entretien avec Juan Pablo Orrego.

sans Barrages ». Il est également président de la Corporation de défense de la Patagonie (CODEF) et a été un des activistes les plus fervents de la campagne « Patagonie sans Barrages », connu pour sa radicalité de pensée et d'action. Donc, il s'avère être un acteur important pour notre recherche. Segura vit depuis une quinzaine d'années en plein milieu de la Patagonie et dit ne quitter son endroit que lorsqu'il le faut. Dès lors, il a accepté de nous accorder un entretien, à condition que celui-ci ait lieu chez lui.

### **c) Les articles de presse**

S'agissant des articles de presse, nous avons abordé des journaux nationaux et internationaux. Pour la recherche de la presse nationale, je me suis rendue à la Bibliothèque Nationale du Chili dans un premier temps. Or, en raison des contraintes temporelles le système de recherche documentaire n'étant pas numérisé, j'ai décidé de faire recours au moteur de recherche Lexis-Nexis. Cependant, ce système fournissait presque uniquement des articles provenant de « El Mercurio », journal chilien à tendance conservatrice. Donc, hormis le fait qu'il s'agisse du journal le plus important du pays, le fait de disposer d'une seule source risquait de biaiser la recherche. Même si au Chili les espaces démocratiques existent dans la presse alternative ou sur internet, « la grande presse nationale demeure inféodée aux intérêts économiques dominants » (Couffignal, Velut, 2011, p. 27). Par conséquent, nous avons essayé de garder une certaine diversité et de réunir des articles de différents journaux, en effectuant la recherche à travers chaque journal distinctement. En revanche, pour les articles de presse internationale, Lexis-Nexis a été utilisé, ayant donné la priorité aux médias les plus répandus.

### **d) La littérature secondaire**

Enfin, pour ce qui est de la littérature secondaire, nous avons tenté de mobiliser des ouvrages tant des auteurs hispaniques que francophones et anglophones, dans le but de compléter les différentes perspectives. Dans un premier temps, pour ce qui est de l'analyse contextuelle ainsi que des conditions matérielles d'émergence des imaginaires, des auteurs hispaniques ont été mobilisés davantage. Deuxièmement, pour ce qui a été de l'analyse de discours et des imaginaires, nous nous sommes servis de divers outils

méthodologiques des sciences du langage, servant à analyser les rapports discursifs de domination. Ainsi, des auteurs représentant la « Critical Discourse Analysis » tels que Marc Angenot, Alice Krieg-Planque ou Teun Van Dijk, qui abordent le langage comme une pratique sociale, tout en l'entrelaçant avec les aspects discursifs, sociaux et politiques, ont été mobilisés. Toutefois, tel qu'il est dit par Robert Yin, dans le cas d'étude « la littérature secondaire constitue plus un moyen pour atteindre une fin, qu'une fin en soi » (Yin, 2003, p. 84).

## D. LE TERRAIN

Lors de mon échange académique à l'Université du Chili, un travail de terrain d'un mois et demi en Patagonie occidentale a été réalisé en janvier 2017. Cela nous a permis d'explorer la région en question ainsi que de mener à bien les entretiens avec les acteurs locaux. Ce séjour a été capital pour la compréhension du conflit et des enjeux territoriaux que soulève le centralisme politique chilien ainsi que pour la collecte de certaines données qui n'auraient pas pu être obtenues depuis Santiago.

S'immerger dans les parages patagoniques a signifié un défi considérable. La connectivité entre les villes a été le premier obstacle, notamment à cause de la qualité des routes et de l'irrégularité des fréquences des bus, ce qui rend les trajets longs et fastidieux. En effet, le séjour a dû être prolongé à plusieurs reprises. Par ailleurs, la connexion à des réseaux de télécommunications est pratiquement inexistante, rendant le contact avec les interviewés quelque peu difficile. Les distributeurs d'argent sont presque inexistantes et l'internet est un luxe que pratiquement seule la capitale régionale possède, ce qui, plus d'une fois, nous a mis dans des situations pour le moins éprouvantes.

Dans les immenses étendues patagoniques, le climat est très imprévisible et sa rigueur se fait ressentir à tout moment, faisant de la patience le mot d'ordre. La preuve en est le dicton très répandu qui dit que « en Patagonie, celui qui se presse, perd son temps ». En effet, ses habitants ne semblent jamais pressés et disent être habitués à l'isolement partiel ou total, amené chaque année par l'hiver.

## IV. ANALYSE DES RESULTATS

### A. HIDROAYSÉN : *DEVELOPPEMENT*, « CRISE ENERGETIQUE » ET L'UTILISATION D'UNE RESSOURCE DITE « CHILIENNE, PROPRE ET RENOUEVELABLE »

L'État chilien a historiquement promu la conception de l'environnement naturel –et particulièrement l'eau– comme une source de richesse potentielle mais sous-exploitée, dont le Chili doit faire usage. Cet argument a été mobilisé par d'autres acteurs puissants, donnant lieu à l'installation de certains imaginaires et discours hégémoniques. D'après la présidente Michelle Bachelet, « pour grandir nous avons besoin à chaque fois plus d'énergie et nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de gaspiller des ressources de génération électrique » (Michelle Bachelet, *cité en* Romero Toledo, 2014, p. 172). Ainsi, l'expansion de l'hydroélectricité au Chili a souvent été présentée par ces discours comme une nécessité évidente, inévitable et urgente pour le pays (Molle *et al.*, 2009, p. 336) pour plusieurs raisons.

La principale repose sur la possibilité d'atteindre l'indépendance énergétique et éviterait de potentielles tensions avec les pays fournisseurs voisins. Ce faisant, l'État chilien a participé activement à la construction de la *crise énergétique*, qui a servi dans un premier temps à justifier la construction de centrales thermoélectriques. Or, elle a également été mobilisée pour légitimer de grands projets hydroélectriques, capables de remplacer la thermoélectricité par une ressource dite « chilienne, propre et renouvelable » (*Cf.* fig. 5). À titre d'exemple, Jorge Atton et M. Ignacia Benítez sont de l'avis que –compte tenu que Hidroaysén remplacerait sept centrales thermoélectriques hautement polluantes– ses impacts doivent être assumés comme des externalités nécessaires. Ce qui rejoint l'argument répandu historiquement par les élites politiques et entrepreneuriales en Amérique Latine sur l'utilisation à outrance des ressources naturelles afin d'atteindre le stade de développement souhaité. La preuve en est une déclaration publique du président Eduardo Frey Ruiz-Tagle, qui affirmait à propos du conflit sur la centrale hydroélectrique Ralco que, pour des raisons stratégiques, « le Chili ne pourra jamais renoncer au développement des projets hydroélectriques », et signalait que « aucune considération environnementale n'arrêtera le développement économique du pays » (*Cité en* Moraga, 2002, p. 6). Dix ans plus tard, le Ministre chilien de l'environnement,

Máximo Pacheco justifiait la nécessité d'approuver Hidroaysén en affirmant : « Nous sommes un pays très pauvre en ressources énergétiques. Probablement un des plus pauvres d'Amérique Latine. Nous n'avons pas de gaz, pas de charbon, pas de pétrole. Mais nous avons de l'eau ; et l'agenda politique actuel dit que nous allons certainement utiliser les ressources hydriques dont nous disposons pour générer de l'électricité » (La Tercera, mai 2014).

Sous le même discours d'efficacité et de rationalisation, l'État chilien a su –notamment depuis la dictature– favoriser proactivement les investissements étrangers et permettre la formation de monopoles électriques qui, à l'aide du Code des eaux, ont concentré les droits d'exploitation d'eau. Dès lors, trois grandes entreprises se sont consacrées comme contrôleuses de la quasi-intégralité de la génération d'énergie du SIC qui approvisionne plus du 90% de la population du pays : ENDESA, Colbún et AES GENER (Romero Toledo, 2014, p. 168). Ce faisant, l'État a joué un rôle de facilitateur *in-crescendo*, qui a opéré dans les limites d'une institution *ad-hoc* et dont le discours a souvent été en accord avec celui des acteurs privés (Budds, 2004, p. 332). De cette manière, il a été affirmé que, malgré la variabilité climatique et les sécheresses constantes, l'eau doit être la source d'énergie car c'est « le pétrole du pays »<sup>82</sup>. Donc, la production hydroélectrique a été orientée vers les territoires qui possèdent les conditions et les ressources naturelles nécessaires, comme la Patagonie. Ainsi, le discours sur celle-ci a été guidé par l'intention d'inclure et de connecter cette zone périphérique ou marginale au reste du pays et de mettre à profit les ressources qu'elle pourrait offrir. Ainsi, l'imaginaire sur la Patagonie a contribué à la création d'une frontière interne, pas forcément administrative mais imaginaire et symbolique (Nuñez, *et al.*, 2014, p. 172). Ceci a été renforcé par les conditions géographiques régionales, qui ont favorisé le contact avec l'Argentine et le surgissement d'une identité patagonne régionale forte.

Ces éléments s'avèrent en synchronie avec l'argumentaire de l'entreprise, qui a suivi la logique de mise à profit des ressources hydriques. En effet, plusieurs discussions parlementaires sur la réforme du Code des eaux ainsi que des déclarations publiques de Hidroaysén se sont fondées sur « éviter que les fleuves chiliens se perdent dans la mer »

---

<sup>82</sup> Propos de Jorge Rosenbult, président d'ENDESA Espagne, *extrait de* Romero, Toledo, 2014, p. 170.

(Cf. Memoria Anual de Hidroaysén, 2016) et que les ressources hydriques du pays soient gaspillées. Ainsi, ils ont mis en avant le *développement* d'Aysén et du Chili ainsi que la *crise énergétique*. En effet, la Patagonie aurait dû profiter du développement du pays – en étant mieux desservie en termes de services et de transports– et contribuer au développement du pays, en utilisant son capital naturel et en mettant ses ressources à disposition de la communauté. « Le projet constitue une opportunité indéniable pour le développement de la XI région, ayant comme point central les bénéfices pour ses habitants à travers la création de postes de travail, de programmes de formation mais aussi d'œuvres de connectivité qui permettront une majeure intégration des aysénins au reste du pays »<sup>83</sup>, signalait l'entreprise. Par ailleurs, il est récurrent que Hidroaysén lie cet argument à la comparaison entre Chili et les modèles occidentaux, affirmant par exemple que « l'hydroélectricité constitue le 19% de la production énergétique mondiale et se concentre notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Australie, avec un 75%, 69% et 70% respectivement, tandis que l'Amérique Latine a seulement développé le 33% de son potentiel »<sup>84</sup>. Donc, pour améliorer les infrastructures, atteindre le développement et éviter la crise énergétique, la construction des barrages s'avérait essentielle. Ceci a été passablement renforcé par les médias les plus visibles du pays, comme le journal El Mercurio. Le 14 mai 2011 l'éditorial signalait que « Dans 50 ans Hidroaysén serait peut-être rejeté. Mais d'une perspective actuelle, si dans 50 ans la société civile changeait d'avis et se déclarait ouvertement mécontente de ces barrages, elle pourrait facilement les démolir et récupérer les écosystèmes affectés, car le pays aura cumulé suffisamment de richesses pour les remplacer par une autre source d'énergie » (El Mercurio, 2011). À partir de ceci il est possible de constater l'imbrication des discours du gouvernement, du consortium et des principaux médias, ce qui engendre un imaginaire pouvant être considéré comme hégémonique, car il réunit des acteurs influents en termes de rapports de force, possédant le monopole des représentations et des moyens de diffusion. Concernant cet aspect, il convient de tenir compte que depuis la perspective de l'écologie politique, les barrages représentent des symboles de progrès et de développement pour les élites détentrices du pouvoir. Ceux-

---

<sup>83</sup> Site web de Hidroaysén, *Beneficios para Aysén*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=221](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=221), consulté le 7 août, 2017.

<sup>84</sup> Site web de Hidroaysén, *Tecnología vigente*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=22](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=22), consulté le 7 août, 2017.

ci sont la matérialisation de leur contrôle sur l'eau et sur les systèmes sociaux complexes et nécessitent un fort degré de consensus (Romero Toledo, 2014, p. 173).

En 2010, le président de Hidroaysén Daniel Fernández affirmait que « ce projet n'a pas besoin d'être plébiscité, mais tout simplement approuvé tant qu'il remplit les conditions établies par la loi et les organes techniques » (Daniel Fernández, *cité en* Romero Toledo, 2014, p. 171). Or, à partir de 2011 et suite à l'ampleur de la campagne de Patagonie sans Barrages, l'entreprise a réalisé une campagne publicitaire télévisée importante, où, par exemple, des coupures d'électricité constantes interrompaient des chirurgies ou des matchs de football et empêchait l'utilisation d'objets quotidiens comme le sèche-cheveux, le grille-pain ou l'interphone<sup>85</sup>. Dans chacune des publicités, les messages principaux étaient : « Si le Chili ne duplique pas son énergie dès aujourd'hui, dans dix ans il ne marchera qu'à moitié », « L'eau est une énergie propre et ne produit pas d'émissions » ou « L'eau a de l'énergie pour le Chili et le Chili a de l'eau en Aysén ». Au niveau local, elle a aussi diffusé l'émission de radio « Discutons avec Hidroaysén », sur « Radio Ventisquero », une des plus écoutées de la région. Sa locutrice, María Irene Soto, qui travaillait simultanément comme « Directrice des communautés » pour l'entreprise, affirmait en 2011 que Hidroaysén jouait un rôle d'État « là où il y en n'avait pas » et qu'à la ville Cochrane les habitants savaient que cela allait amener des bénéfices et étaient en faveur du projet<sup>86</sup>. Ici, des personnalités locales étaient constamment invitées pour parler de ce dernier.

Le travail de l'entreprise a été principalement effectué à l'échelle locale car, selon Pedro Vial, « nous pensions que la chose devait être tissée du plus proche au plus lointain »<sup>87</sup>. Or, il affirme que cela a été une erreur, car « nous n'avons jamais imaginé l'ampleur que la campagne médiatique provenant de Santiago allait avoir »<sup>88</sup>. Dans un premier temps, l'entreprise a privilégié l'implication directe dans la vie quotidienne des acteurs locaux au détriment de grandes campagnes médiatiques, dans un processus qu'elle appelait de « participation citoyenne anticipée ». Ainsi, elle a ouvert des bureaux

---

<sup>85</sup> Ces annonces sont encore disponibles sur : [https://www.youtube.com/watch?v=m2dGxVq\\_3j8](https://www.youtube.com/watch?v=m2dGxVq_3j8), consulté le 4 août 2017.

<sup>86</sup> Podcast disponible sur : [http://hidroaysen.podomatic.com/entry/2011-06-29T15\\_05\\_51-07\\_00](http://hidroaysen.podomatic.com/entry/2011-06-29T15_05_51-07_00), consulté le 28 juillet 2017.

<sup>87</sup> Propos extraits de l'entretien avec Pedro Vial.

<sup>88</sup> *Idem*.

d'information sur le projet dans les différentes villes d'influence. De plus, elle a financé des activités culturelles, organisé des matchs de football en fournissant des maillots avec leur logo, octroyé des bourses pour les étudiants ou fourni des services médicaux spécialisés (comme des ophtalmologues ou des dentistes, très rares dans la région). Dès lors, d'après les informations récoltées dans cette recherche, les acteurs locaux semblaient plus mitigés sur le projet que ceux de la capitale. En effet, à Cochrane, la création de routes était pour beaucoup un argument puissant, ne prêtant pas attention à sa provenance. De plus, certains voyaient d'un bon œil une majeure visibilité de la ville et l'augmentation corollaire du tourisme, leur plus grande activité productive, même si les effets de la spéculation sur l'arrivée de 6000 travailleurs étrangers ont fait augmenter de manière exponentielle les prix déjà élevés des logements et des aliments, une situation qui ne s'est pas encore améliorée. D'autres en revanche craignaient l'arrivée de ces travailleurs, qui représentaient presque trois fois la population totale de la ville. Ceci pouvant avoir même des effets sur la démocratie : « *personne n'a pensé à ce que cela aurait produit au niveau des votations. Ici les gens votent plus ou moins dans la même direction depuis des années, donc nous avons peur que Hidroaysén renverse soudainement la tendance. Cela sans compter la délinquance ou la prostitution* »<sup>89</sup>. Ainsi, l'action de l'entreprise a créé des scissions au niveau local, dues notamment au consentement de certains membres du village –appelés « *vendidos* » (vendus) – à participer à des campagnes de promotion. Pour Pedro Vial ceci n'était « *clairement pas un actif, car ces gens ont une charge importante de par les relations familiales, donc il est préférable de faire venir des agents d'ailleurs* »<sup>90</sup>. Selon lui, pour que le projet ait été accepté il aurait fallu davantage de compénétration avec l'État car « *un système aussi privatisé que le chilien impose aux entreprises des choses dont elles ne peuvent pas s'en charger (...) [donc], si nous avons eu plus d'accompagnement de la part de l'État, cela n'aurait pas été juste vu comme le projet de certains privés voulant faire du business avec la Patagonie, mais comme un apport au développement et au bien commun du pays* »<sup>91</sup>.

---

<sup>89</sup> Propos extraits de l'entretien avec la propriétaire d'un camping à Cochrane, janvier 2017.

<sup>90</sup> Propos extraits de l'entretien avec Pedro Vial.

<sup>91</sup> *Idem.*

L'entreprise justifie le projet par le fait de le considérer comme une contribution au développement du pays. Ses avantages sont liés à la diminution des coûts de l'électricité, à l'augmentation de l'emploi et à l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants.



Fig. 5. Campagne de Hidroaysén. « Propre. Renouvelable. Chilienne ». Extrait de [www.hidroaysen.cl](http://www.hidroaysen.cl), consulté le 7 août 2017.

Selon ses prédictions, le taux de croissance de la demande énergétique chilienne allait atteindre le 9.1%, risquant d'être trois fois plus importante dans les 20 prochaines années<sup>92</sup>. Donc, Hidroaysén aurait été « un apport à la diversification de la matrice énergétique »<sup>93</sup>, et aurait approvisionné en énergie plus de 90% du pays. Or, la chute des prix de l'énergie lors des dernières années prouve le contraire, car le pays possède actuellement un surplus considérable de production énergétique. Jorge Atton et Pedro Vial coïncident sur le fait qu'actuellement le projet « *ne se justifie pas du tout, car nous aurions un excédent trop important d'énergie. Même si cela peut changer dans les dix prochaines années* »<sup>94</sup>. Pour sa part, Juan Pablo Orrego dit avoir eu un échange téléphonique avec son oncle Bernardo Matte, il y a quelque temps, qui lui a chaleureusement remercié de les « *avoir épargné de ce projet qui aurait représenté une grande perte économique* »<sup>95</sup>. De plus, compte tenu qu'il appartenait en grande partie à Colbún, Hidroaysén se présentait lui-même comme « un projet chilien »<sup>96</sup>, ce qui réduirait les critiques et les méfiances envers le capital transnational.

À partir de ces éléments, il est possible de constater la façon dont les discours hégémoniques sur *l'hydroélectricité, l'environnement, l'eau ou Patagonie* et plus

---

<sup>92</sup> Site web de Hidroaysén, *Atributos de Hidroaysén*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=22](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=22), consulté le 7 août, 2017.

<sup>93</sup> Site web de Hidroaysén, *Energía para el desarrollo*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=22](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=22), consulté le 7 août 2017.

<sup>94</sup> Propos extraits de l'entretien avec Pedro Vial.

<sup>95</sup> Propos de l'entretien avec Juan Pablo Orrego.

<sup>96</sup> Site web Hidroaysén, *Quiénes somos*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=14](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=14), consulté le 5 août 2017.

largement sur le *développement* ont été construits et renforcés par les acteurs politiques, privés et corroborés par les médias.

## B. « PATAGONIE SANS BARRAGES » : UN TERRITOIRE PUR, INTOUCHE ET INTOUCHABLE

Le mouvement social Patagonie sans Barrages a réussi à inverser la tendance. En effet, de tous les conflits socio-environnementaux au Chili, Hidroaysén a été un des rares projets à avoir été arrêté en raison des pressions sociales. Ainsi, l'intégralité des individus interviewés dans ce travail ont coïncidé sur le fait que la campagne médiatique menée par Patagonie sans Barrages a joué un rôle essentiel dans ce processus. Lors de celle-ci, ses membres affirment qu'il s'agit de « la plus grande et épique campagne environnementale et d'éducation publique qui se soit développée dans notre pays » (« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », s.d, p.3).

À partir de 2010, la campagne d'opposition a consisté en l'installation de panneaux géants dans les principaux points de la capitale ainsi qu'en Patagonie et en la diffusion d'information par le biais des médias non-officiels et des réseaux sociaux. De plus, des séminaires et des conférences dans plusieurs régions du pays ont été donnés par ses membres autour de l'hydroélectricité, la gestion de l'eau ou la préservation de la Patagonie, entre autres. En outre, divers types de publications, livres, documentaires et disques ont été distribués gratuitement dans de nombreux centres d'intérêt régionaux et de la capitale. À titre d'exemple, le livre « Patagonia chilena ¡Sin Represas! » (« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », s.d), contient des impressions en couleur et papier glacé mettant en avant la splendeur des paysages patagoniques, contrastée par des pylônes électriques. En effet, lors du travail de terrain en Patagonie, nous avons été surpris de la qualité et la quantité du matériel circulant, même trois ans après la fin du conflit. De nombreux lieux, tels que des agences de tourisme, cafés, bistrot, campings et même parfois des espaces institutionnels, disposaient encore du matériel écrit de la campagne ainsi que des autocollants sur les vitres ou les voitures. À propos de ceci, María Ignacia Benítez dit : « *J'ai réalisé que Patagonie sans Barrages avait gagné la bataille, quand j'ai vu que sur la route de l'aéroport de Coyhaique jusqu'à ma maison*

*de vacances [5h], il y avait une quinzaine de panneaux géants qui montraient la Patagonie détruite. C'était un symbole faux, mais très puissant »<sup>97</sup>.*

Dans les documents diffusés, la Patagonie est représentée comme un « territoire vaste, de grande pureté et d'une beauté vierge et unique, qui constitue un patrimoine naturel de valeur incalculable » (« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », s.d, p.28). Ainsi, elle est installée comme un patrimoine naturel intouchable, au même titre que l'Amazonie ou le désert d'Atacama. Par ailleurs, tout comme Hidroaysén, Patagonie sans Barrages fait appel au sentiment d'identification national, car d'après eux, « les gens ont tendance à protéger ce qu'ils connaissent, et la Patagonie est notre image de pays, de succès et de reconnaissance au niveau mondial » (« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », s.d, p. 6). Donc, ils ont fait circuler des affiches géantes illustrant d'autres endroits emblématiques du pays, tels que l'Île de Pâques, traversés par des pylônes avec la phrase « La destruction n'est pas une solution ». Or, la controverse générée par ces panneaux publicitaires a entraîné leur interdiction par le gouvernement dans les espaces publics comme le métro ou l'aéroport.

Le livre « Les barrages sont-ils vraiment nécessaires en Patagonie ? » (« ¿Se Necesitan Represas en la Patagonia ? », Roman *et al.*, 2009) contient des contributions de divers membres du mouvement, experts en différents domaines et explique avec des données brutes qu'un projet d'une telle envergure n'est pas nécessaire, compte tenu de la demande énergétique du pays. En effet, ils contredisent les arguments de Hidroaysén, en affirmant que les fleuves ne sont pas une source d'énergie propre et gratuite mais « une source de vie pour les communautés humaines et la diversité d'espèces qui habitent ses bassins. [*Le raisonnement de Hidroaysén*] est l'expression d'une volonté de faux développement, qui assigne une valeur instrumentale à notre patrimoine » (« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », s.d, p. 15).

Il convient de tenir compte que le cadrage opéré par les acteurs concernant les impacts du projet en Patagonie est variable et les chiffres sont utilisés selon leur convenance. À titre d'exemple, Hidroaysén soulignait que seul 0.5% allait être submergée, tandis que

---

<sup>97</sup> Propos extraits de l'entretien avec María Ignacia Benítez.

Patagonie sans Barrages insistait sur le fait que cela représenterait 5900 hectares, soit l'équivalent de quelques 12'000 terrains de football. Par ailleurs, ce dernier remet en question la nécessité d'une telle production énergétique, tandis que l'entreprise insiste sur le fait que les 2.750 MW produits par les barrages, ne se comparent aux 25.000 MW potentiellement exploitables dans le pays, qui d'ailleurs n'en utilise qu'un 25%<sup>98</sup>.

Le principal symbole de la campagne a été la ligne de transmission, qui a illustré la



**Fig. 6. Affiche publicitaire de Patagonie Sans Barrages.** « Nos fleuves sont bien plus que de l'énergie électrique ». Extrait de <http://www.patagoniasinrepresas.cl/final/>, consulté le 6 août 2017.

cicatrice que la Patagonie aurait dû porter. Il a souvent été mis en avant qu'elle allait être la plus longue ligne de transmission de la planète, en étant vue même depuis la lune. « Cette blessure de 2.300 kms, altérerait de manière permanente des paysages uniques, dégraderait la santé des habitants et nuirait à des zones d'intérêt touristique » (« Patagonia Sin Represas. Una Campaña de Educación Pública », s.d, p. 19).

Malgré le fait que les organisations faisant partie de Patagonie sans Barrages étaient de nature très diverse, elles ont réussi à converger dans une seule position officielle. La défense de la Patagonie est devenue une cause fédératrice et commune à tous, suscitant l'engagement de nombreux acteurs, à des échelles diverses. Ainsi, des discours contre-hégémoniques sur la Patagonie ont été articulés et sont allés à l'encontre de la façon dont celle-ci avait été construite, historiquement et culturellement. Elle a été représentée comme une « réserve de vie » et un « paradis vert ». Cet imaginaire patagonique a été un facteur clé dans l'ampleur de la campagne. D'une part, il a réveillé au sein de la population chilienne une nouvelle identification identitaire envers ce patrimoine naturel national qui avait demeuré dans l'oubli institutionnel et médiatique pendant longtemps. D'autre part, il a été à l'origine de l'engagement de diverses organisations internationales qui portaient un intérêt particulier pour la Patagonie et qui se sont appropriées cette cause en la rendant visible

---

<sup>98</sup> Site web de Hidroaysén, *Tecnología vigente*. Disponible sur : [https://www.hidroaysen.cl/?page\\_id=22](https://www.hidroaysen.cl/?page_id=22), consulté le 7 août 2017.

et polémique à l'échelle mondiale. En effet, les projets de conservation situés dans la région australe du pays, peu altérée par l'être humain et avec de grandes ressources d'eau douce, sont ceux qui ont concentré le plus d'intérêt du mouvement environnemental transnational. Ici se situent les cas des campagnes les plus puissantes et celles qui ont eu le plus de succès et de présence internationale lors des dernières décennies (Ulianova, Estenssoro, 2012, p. 210). Selon Selim Carrasco « *On voyait plus de propagande en contre qu'en faveur, car le concept de Patagonie vend énormément. Même si c'est l'Argentine qui l'a placée comme une destination mondiale, c'est grâce à Patagonie sans Barrages qu'elle est devenue un lieu aussi sacré, au même titre que le désert d'Atacama, l'Antarctique ou encore l'Amazonie. Donc si quelqu'un dit défendre l'Amazonie, personne ne s'opposera. De plus, c'est un concept très symbolique et joli, car il n'est pas lié à un pays, mais à une idée* »<sup>99</sup>.

La participation internationale dans la campagne contre Hidroaysén a souvent dû être obtenue par les acteurs locaux. En effet, il en est souvent ressorti que le succès d'une cause d'une ONG du Sud dépendra en grande mesure du degré d'imbrication que celle-ci développera avec les ONGs internationales, ainsi que de sa capacité à attirer leur soutien économique et leur expertise. Ce jeu complexe a caractérisé les campagnes les plus importantes menées par des ONGs internationales en termes médiatiques durant les années 2000 (Ulianova, Estenssoro, 2012, p. 199), qui ont choisi le Chili comme terrain d'action. Ainsi, l'installation de ce type de campagnes est décidée au sein des instances centrales des ONGs internationales, et obéit à des stratégies d'action mondiale, tout comme leurs systèmes d'opération et leurs financements (Ulianova, Estenssoro, 2012, p. 199). C'est dans ce sens que l'implication de Douglas Tompkins s'est avérée essentielle, car il a été un lien fondamental avec d'importantes organisation comme Greenpeace ou International Rivers Network, en plus de fournir de l'expertise technique. Ceci a permis de produire un matériel de contre-information élaboré et symboliquement puissant. La circulation des livres et l'installation des panneaux géants a été un élément important dans la visualisation de l'argumentaire du mouvement.

---

<sup>99</sup> Propos extraits de l'entretien avec Selim Carrasco.



**Fig. 7. Campagne italienne de Patagonie sans Barrages.** Extrait du site web de *Patagonie senza Dighe*. Disponible sur : <http://www.patagoniasinrepresas.cl/final/index-it.php>, consulté le 4 août 2017.

À l'échelle internationale, le rôle de la presse a été aussi un facteur de pression non-négligeable. Par le lien de proximité que les pays du Nord ont développé avec la Patagonie, ces acteurs ont contribué à la sacralisation de ce territoire dans les imaginaires et ont exercé une pression symbolique importante sur les autorités nationales. Par ailleurs, l'ampleur internationale de la campagne a fait que des organisations de solidarité se sont créées dans des pays du Nord. En effet, en Italie et en Espagne, des groupes se sont spontanément organisés contre la réalisation du projet. La campagne « *Patagonia senza Dighe* » (Cf. Fig. 7), homologue italien du

mouvement Patagonie sans Barrages, a exercé des pressions plus directes sur le groupe ENEL. Sur l'affiche (Cf. fig. 7) ils s'adressent à Fulvio Conti, président du groupe et signalent « *Nous ne voulons pas que notre Patagonie se transforme en cela. La Patagonie chilienne et ses fleuves sont une Réserve de vie* ».

À partir des éléments exposés, il est possible de constater la façon dont les discours contre-hégémoniques sur Hidroaysén ont émergé et ont réussi à susciter un soutien populaire massif, orientant l'action politique. Pour le succès de cette cause, l'imbrication des échelles et des acteurs a été un aspect stratégique. De plus, l'installation de la Patagonie comme un patrimoine culturel et comme « Réserve de vie » a été aussi un élément fondamental. La sacralisation de cet endroit ainsi que sa visualisation à l'échelle mondiale, ont permis une mise en valeur du territoire au niveau symbolique et une identification identitaire de la part de la population chilienne, ainsi qu'une visibilité médiatique et sociale majeure de la région d'Aysén. Elle a également joué un rôle important à l'échelle internationale, en suscitant le soutien des organisations du Nord qui portaient déjà un intérêt particulier pour la Patagonie. Dès lors, il est probable que l'impact occasionné par cette campagne soit dû en grande partie au fait que ce projet menaçait la conservation de la Patagonie en particulier, et non d'une autre région du pays.

La bataille sémantique suscitée par Hidroaysén a mis en évidence que l'élimination ou l'altération des discours hégémoniques sur l'environnement est plus facilement réalisable lorsque des acteurs puissants peuvent intervenir. L'adhésion et le soutien des acteurs internationaux dans cette campagne ou la proximité entre certains membres de l'élite entrepreneuriale chilienne et l'élite écologiste en sont la preuve, et illustrent que les changements politiques au Chili sont l'affaire d'un groupuscule réduit qui a accès aux réseaux internationaux, suivant une approche *top-down*. En d'autres termes et dans ce cas, la manière de contrer les discours hégémoniques a été de réussir à détenir le monopole des représentations et le pouvoir de façonner les imaginaires, pour par conséquent, avoir la possibilité d'accéder aux cercles hégémoniques.

## V. CONCLUSIONS

Cette étude a abordé le conflit suscité par la construction du projet hydroélectrique Hidroaysén en Patagonie chilienne. Elle a étudié la construction et la naturalisation des discours hégémoniques ainsi que l'émergence des discours contre-hégémoniques capables de les modifier. Il en est ressorti qu'historiquement, ces discours dominants ont été mobilisés par des acteurs puissants et ont véhiculé une vision univoque sur le développement. Ce dernier a souvent été associé au progrès et à la croissance économique et a impliqué un rapport extractif envers la nature, favorisant ainsi l'émergence des conflits socio-environnementaux.

La convergence des discours du gouvernement et de Hidroaysén a servi à construire des consensus non démocratiques sur l'environnement et à promouvoir le développement des activités extractives. Or, Patagonie sans Barrages, en tant que mouvement social mais aussi en tant que formule, a été capable de rompre avec ces discours et d'installer des imaginaires qui ont orienté différemment l'action politique. Avec l'implication des acteurs internationaux, ce mouvement social a réussi à ériger la Patagonie en tant que patrimoine naturel de valeur inestimable et comme une « Réserve de vie » ainsi qu'à diaboliser l'image des barrages et de l'hydroélectricité. Dès lors, en retraçant la bataille sémantique suscitée par Hidroaysén, cette recherche a mis en exergue le lien inséparable entre le langage et l'action. Elle a illustré, à l'aide des exemples concrets et en se servant de certains éléments de la *Critical Discourse Analysis*, que le discours crée la réalité et l'hégémonie économique est uniquement altérable lorsque l'on possède les moyens d'accéder ou de contrôler l'hégémonie idéologique.

Patagonie sans Barrages a été l'expression d'un conflit socio-environnemental et politique, dont le but ultime a été la défense de la Patagonie chilienne face au projet de Hidroaysén. Ce territoire s'est avéré être une frontière interne au sein du Chili (Romero Toledo, 2014, p. 173), ayant été pendant longtemps délaissé par les institutions et les programmes du gouvernement. Ainsi, l'action de Patagonie sans Barrages s'est fondée sur une dimension tant matérielle que symbolique, qui a mis en lumière des enjeux socioéconomiques et de sous-représentation politique de cette région. Dans la résolution du conflit, la participation des acteurs internationaux s'est avérée être un facteur clé. Or, les acteurs qui allaient être directement affectés par le projet, ont été laissés à l'écart.

Ce conflit s'inscrit dans un contexte plus large, qui a vu émerger au cours des dernières années en Amérique Latine, des savoirs et des espaces alternatifs au développement conventionnel. On assiste à la mise en place de thèmes, de mots d'ordre et de notions, introduits par les mouvements sociaux, qui opèrent comme des cadres d'action collective contestataire de la modernité dominante et qui alimentent les débats sur la sortie de l'extractivisme et sur une modernité alternative (Svampa, 2011, p.126). Ces mouvements incarnent une dimension déconstructrice et une « ouverture innovante aux champs d'expérimentation, qui sont la base des nouvelles alternatives sociales » (Svampa, 2011, p. 126). En ce sens, l'analyse critique du discours offre une perspective d'analyse novatrice et complémentaire pour comprendre les relations de pouvoir envers la nature, et la façon dont celles-ci sont médiées par des représentations symboliques et culturelles, d'où on exerce le pouvoir. Or, bien qu'innovante, il convient de considérer que cette analyse a pu négliger d'autres aspects ayant eu des influences importantes dans le processus de résolution du conflit, tels que des facteurs économiques ou institutionnels. L'analyse de celles-ci requiert d'autres outils théoriques et ouvre la voie à de nouvelles futures recherches.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

### Obras

Alberto ACOSTA, (2011), « Extractivismo y neoextractivismo : Dos caras de la misma maldición », en: Miriam LANG et Dunia MOKRANI, *Más allá del desarrollo*, Quito : Ediciones Abya-Yala, Fundación Rosa Luxemburg. Disponible sur: [http://rio20.net/wp-content/uploads/2012/07/mas-alla-del-desarrollo\\_30.pdf](http://rio20.net/wp-content/uploads/2012/07/mas-alla-del-desarrollo_30.pdf), consulté le 20 avril 2017, pp. 83-120.

Carl J. BAUER, (1998), *Against the Current: Privatization, Water markets and the State in Chile*, New York: Springer.

Carl J. BAUER, (2015), *Canto de Sirenas. El derecho de aguas chileno como modelo para reformas internacionales*, Santiago : El desencanto, 2<sup>ème</sup> édition.

Pablo CAMUS, Ernst R. HAJEK, (1998), *Historia ambiental de Chile*, Santiago : Pontificia Universidad Católica.

Fernando Henrique CARDOSO, Enzo FALETTO, (1971), « Nacionalismo y populismo : Fuerzas sociales y política desarrollista en la fase de consolidación del mercado interno », *Dependencia y desarrollo en América Latina*, Mexico : Siglo XXI Editores, pp. 102-129.

Theotonio DOS SANTOS, (1988), « El nuevo carácter de la dependencia », en Ruy MAURO MARINI, Margara MILAN, *La teoría social latinoamericana. Textos escogidos*, Vol. II : *La teoría de la dependencia*, Mexique : Universidad Autónoma de México – CELA, pp. 95-123.

Graciela FACCHINETTI (dir.), Silvina JENSEN, Teresita ZAFFRANI, (1997), *Patagonia : historia, discurso e imaginario social*, Temuco, Chile : Universidad de la Frontera.

Enzo FALETTI, (2007), « La CEPAL y la sociología del desarrollo », *Dimensiones sociales, políticas y culturales del desarrollo*, Santiago : Flacso-Catalonia, pp. 66-94.

Guillaume FONTAINE, (2014), « Enfoques conceptuales y metodológicos para una sociología de los conflictos ambientales », en Marta CARDENAS et Manuel

Jorge GRACIARENA, Rolando FRANCO, (1981), *Formaciones sociales y estructuras de poder en América Latina*, Madrid : Centro de Investigaciones sociológicas.

Eduardo GUDYNAS, (2011), « Debates sobre el desarrollo y sus alternativas en América Latina : una breve heterodoxa », en : Miriam LANG et Dunia MOKRANI, *Más allá del desarrollo*, Quito : Ediciones Abya-Yala, Fundación Rosa Luxemburg. Disponible sur : [http://rio20.net/wp-content/uploads/2012/07/mas-alla-del-desarrollo\\_30.pdf](http://rio20.net/wp-content/uploads/2012/07/mas-alla-del-desarrollo_30.pdf), consulté le 20 avril 2017, pp. 21-53.

Michael HARDT, Antonio NEGRI, (2005), *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire*, New York: Penguin Books.

Alice KRIEG-PLANQUE, (2012), *Analyser les discours institutionnels*, Paris : Armand Colin.

Jorge MORAGA R., (2001), *Aguas Turbias : La central hidroeléctrica Ralco en el Alto Bío-Bío*, Santiago : Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales.

Jean-Frédéric MORIN, Amandine ORSINI, (2015), *Politique Internationale de l'Environnement*, Paris : Presses de Science Po.

Guillermo NEIMAN, Germán QUARANTA, (2006), « Los estudios de caso en la investigación sociológica », en : Irene VASILACHIS DE GIALDINO (dir.), *Estrategias de investigación cualitativa*, Barcelone : Guedisa, pp. 213-234.

Juliete RENNES, (2007), *Le mérite et la nature, une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige, 1880-1940*, Paris : Fayard.

RODRIGUEZ, *Guerra, Sociedad y Medio ambiente*, Bogota : Forum National Environnemental, pp. 503-533.

Teun VAN DIJK, (2006), « Politique, idéologie et discours », *en* : Philippe SCHEPENS (dir.), *Catégories pour l'analyse du discours politique*, Paris : Presses universitaires de Franche-Comté.

Jules VERNES, (2003), *Le phare du bout du monde*, Paris : Éditions du Seuil.

Robert YIN, (2003), *Case Study Research Design and Methods*, California: Sage Publications, 3ème édition.

### **Articles scientifiques**

Marc ANGENOT, (2006), « Théorie du discours social », *COntEXTES*, n°1, décembre. Disponible sur : <https://contextes.revues.org/51#quotation>, consulté le 25 juin 2017, pp. 1-30.

Anthony BEBBINGTON, Martin SCURRAH, Anahí CHAPARRO, (2013), « Minería, conflictividad y política : algo cambia ? », *Revista Argumentos*, vol. 7, n°5, Décembre, pp. 2-6.

María BERGER, Ralf J. LEITERITZ, (2014), « Antonio Gramsci : un pensador poco convencional en las Relaciones Internacionales », Universidad de Rosario, Rosario, Argentina. Disponible sur <https://fr.scribd.com/document/309889125/Gramsci-Ri-u-Rosario> , consulté le 25 juin 2017, pp. 1-18.

Lorena BOTARO, Marian SOLA ALVAREZ, (2016), « La politisation des glaciers en Argentine : une analyse de l'application de la loi nationale sur les glaciers », *Cahiers des Amériques Latines*, n°82, pp. 113-128.

Jessica BUDDS, (2004), « Power, Water and Neoliberalism: The Political Ecology of Water in Chile », *Singapore Journal of Tropical Geopgraphy*, vol. 25, n°3, pp. 322-342.

Denis CHARTIER, Michael LÖWY, (2013), « L'Amérique Latine, terre de luttes socioécologiques », *Écologie et politique*, vol. 1, n°46, pp. 13-20.

Gilles CARBONNIER, (2013), « La malédiction des ressources naturelles et ses antidotes », *Revue internationale et stratégique*, vol. 91, n°3, pp. 38-48.

Georges COUFFIGNAL, Sébastien VELUT, (2011), « Introduction », Dossier « Le Chili déconcerté », *Cahiers des Amériques Latines*, n°68, pp. 25-29.

Marcela GARRIDO, Arturo VALLEJOS-ROMERO, Andrés RIQUELME, (2015), « Conflictos socioambientales en Chile : la re-emergencia de racionalidades alternativas », *Cuadernos Cendes*, vol. 32, n°38, pp. 57-73.

Hector GUILLEN ROMO, (2013), « De Chicago à Santiago : le modèle économique chilien », *Revue internationale et stratégique*, vol. 9, n°3, pp. 107-115.

Bob JESSOP, (2010), « Cultural political economy and critical policy studies », *Critical Policy Studies*, vol. 3, n°3-4, pp. 336-356.

Bob JESSOP, (2004), « Critical semiotic analysis and Cultural Political Economy », *Critical Discourse Studies*, vol. 1, n°2, pp. 159-174.

Franco Gastón LUCERO, (2015), « Problemas y conflictos ambientales. Estado de situación de la ciudad de Río Cuarto (Córdoba, Argentina) », *Revista Universitaria de Geografía*, vol. 2, n°24, pp. 69-89.

Fernando MANDUJANO BUSTAMANTE, Juan Carlos RODRIGUEZ-TORRENT, Sonia REYES-HERRERA, (2016), « El Estado chileno y la Patagonia : conflictos territoriales », *Bitácora Urbano Territorial*, vol. 26, n°1, pp. 83-92.

Damon MAYAFFRE, (2009), « Alice Krieg-Planque. La notion de 'formule' en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique », *Corpus*, n°8, pp. 1-4.

François MOLLE, Peter MOLLINGA, Philippus WESTER, (2009), « Hydraulic Bureaucracies and the Hydraulic Mission: Flows of Water, Flows of Power », *Water Alternatives*, vol. 2, n°3, pp. 328-349.

Andrés NUÑEZ, Enrique ALISTE, Alvaro BELLO, (2014), « Patagonia-Aysén en la construcción del imaginario geográfico de la nación », *Iztapalapa Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, vol. 35, n°76, pp. 165-188.

Guillaume PINSON, « L'imaginaire médiatique. Réflexions sur les représentations du journalisme au XIX<sup>ème</sup> siècle », *CONTEXTES*, vol. 11, [Online]. Disponible sur : <https://contextes.revues.org/5306#quotation>, consulté le 8 août 2017.

Sonia REYES-HERRERA, Juan Carlos RODRIGUEZ-TORRENT, (2015), « Proyecto Hidroaysén : capitalismo extractivista, regulación estatal y acción colectiva en la Patagonia », *Polis Revista Latinoamericana*, vol. 14, n°40, pp. 439-467.

Hugo ROMERO TOLEDO, (2014), « Ecología política y represas : elementos para el análisis del Proyecto HidroAysén en la Patagonia chilena », *Revista de geografía Norte Grande*, n°57, p. 161-175.

José SEOANE, (2006), « Movimientos sociales y recursos naturales en América Latina : resistencias al neoliberalismo, configuración de alternativas », *Sociedade e Estado*, vol. 21, n°1, pp. 85-107.

Maristella SVAMPA, (2011), « 'Néo-développementisme' extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique Latine », *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 81, n°3, p. 101-127.

Leah TEMPER, Daniela DEL BENE, Joan MARTINEZ-ALIER, (2015), « Mapping the frontiers and front lines of global environmental justice: the EJAtlas », *Journal of Political Ecology*, vol. 22°, pp. 255-278.

Olga ULIANOVA, Fernando ESTENSSORO, (2012), « The Chilean environmentalism: emergency and international insertion », *Si Somos Americanos. Revista de Estudios Fronterizos*, vol. XII, n°1, janvier, pp. 183-214.

Verónica VALDIVIA ORTIZ, (2001), « Estatismo y neoliberalismo: un contrapunto militar. Chile 1973-1970 », *Historia*, vol. 34, pp. 167-226.

Iván VALENZUELA, (2014), « Economía Política Cultural : Una nueva propuesta teórica para el estudio de la economía y la cultura », *Polis* (en ligne), n°39, disponible sur, <https://polis.revues.org/10596#quotation>, consulté le 26 juin 2017, pp. 1-20.

Oren YIFTACHEL, (1998), « Nation-building and the division of space: Ashkenazi domination in the Israeli ‘ethnocracy’ », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 4. N°3, pp. 33-58.

## **Thèses**

Anil SHAH, (2016) « Destructive creation. Analyzing Contemporary Socio-ecological Conflicts as Frontiers of Capitalist Development », *New Research in Global Political Economy*, Working paper n°1, Department of Social Sciences, « Globalization and Politics », Kassel University, Kassel.

## **Sources primaires**

« Anuario estadístico de energía », (2016), Ministerio de Energía y Comisión Nacional de Energía, Gobierno de Chile, Santiago, Chile. Disponible sur : <http://www.energia.gob.cl/tema-de-interes/nuevo-anuario-del-sector-energia>, consulté le 8 juin 2016.

« Développement au-delà de l'économie. Progrès économique et social en Amérique Latine », (2000), Banque Interaméricaine de Développement, Rapport 2000, Washington DC. Disponible sur : [www.iadb.org/res/publications/pubfiles/pub-2001\\_3708.pdf](http://www.iadb.org/res/publications/pubfiles/pub-2001_3708.pdf), consulté le 23 mai 2017.

« CASEN 2015 » (Enquête de Caractérisation Socio-économique Nationale), (2015), Ministerio de Desarrollo Social, Subsecretaría de evaluación social, Gobierno de Chile, 22 septembre 2016.

Código de Aguas, (1981), 29 octubre 1981. Disponible sur, Biblioteca del Congreso Nacional, *Ministerio de Justicia*, <https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=5605&idVersion=2014-09-04>, consulté le 26 juillet 2017.

Constitución Política de la República de Chile, (1980), 24 octubre 1980. Disponible sur, Biblioteca del Congreso Nacional, *Legislación chilena*, <https://www.leychile.cl/Navegar?idNorma=5605&idVersion=2014-09-04>, consulté le 28 juillet 2017.

« Energy 2050, Chile's energy policy », (2016), Ministerio de Energía, Gobierno de Chile. Disponible sur : <http://www.energia2050.cl/wp-content/uploads/2016/08/Executive-summary.pdf>, consulté le 18 Avril 2016.

« Estrategia de Desarrollo Regional de Aysén », (2009), Gobierno Regional de Aysén, CEPAL, ILPES. Disponible sur : [http://www.goreaysen.cl/controls/neochannels/neo\\_ch112/neochn112.aspx](http://www.goreaysen.cl/controls/neochannels/neo_ch112/neochn112.aspx), consulté le 2 août 2017.

« Estudio de Impacto Ambiental Proyecto hidroeléctrico Hidroaysén », », (2008), Centrales Hidroeléctricas de Aysén S.A, Servicio de Evaluación de Impacto Ambiental, Gobierno de Chile, 14 août 2008. Disponible sur : [http://seia.sea.gob.cl/expediente/expedientesEvaluacion.php?modo=ficha&id\\_expediente=3103211](http://seia.sea.gob.cl/expediente/expedientesEvaluacion.php?modo=ficha&id_expediente=3103211), consulté le 28 juillet 2017.

« Fundamentos de la campaña Patagonia ¡Sin Represas », (2013), Consejo de defensa de la Patagonia chilena et ONG Ecosistemas, Santiago, Chile. Disponible sur : <http://s169230.gridserver.com/wp-content/uploads/2013/05/Patagonia.pdf>, consulté le 1 juin 2016.

« Mapa de conflictos socioambientales en Chile », (2016), Lorena FRIES (*dir.*), Miguel Luis AMUNATEGUI MONCKENBERG, José AYLWIN OYARZUN, Carolina CARRERA FERRER, (*et al.*), INDH (Conseil et Institut National des Droits Humains), Gobierno de Chile, Santiago, Chile.

« Memoira Anual Hidroaysén », (2016). Disponible sur, [www.hidroaysen.cl](http://www.hidroaysen.cl), consulté le 27 juillet 2017.

« Patagonie chilienne ¡Sans Barrages ! », (s.d), Juan Pablo ORREGO, Patricio RODRIGO (*Ed.*), Santiago, Chile : Ocho Libros.

« Patagonia sin Represas. Una Campaña de Educación Pública », (s.d.), Consejo de Defensa de la Patagonia, Santiago, Chile : Thnk.

« Plan de Desarrollo de Zonas Extremas Región de Aysén », (2015), Ximena Ordenes Neira (*dir.*), Gobierno Regional de Aysén, Santiago, 2015.

« ¿Se Necesitan Represas en la Patagonia ? Un análisis del futuro energético de Chile », (2009), Roberto ROMAN, Felipe CUEVAS, Pablo SANCHEZ, Santiago, Chile : Ocho Libros, 2009.

« Tradable property rights. How to improve water use and resolve water conflicts? », (1995), World Bank, *ViewPoint*, Mateen Thobani. Disponible sur, <http://documents.worldbank.org/curated/en/970011468780005887/Tradable-property-rights-to-water-how-to-improve-water-use-and-resolve-water-conflicts>, consulté le 28 juin 2017.

### **Articles de journaux**

BBC Mundo, (2015), *Noticias*, « Por qué era tan polémico Douglas Tompkins, el millonario ecologista que murió en un accidente de Kayak », 9 décembre 2015. Disponible sur : [http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/12/151209\\_douglas\\_tompkins\\_patagonia\\_ecologia\\_polemica\\_men](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2015/12/151209_douglas_tompkins_patagonia_ecologia_polemica_men), consulté le 2 août 2017.

BBC Mundo, (2014), *Science*, « On crée une carte mondiale des conflits écologiques », 20 mars 2014. Disponible sur : [http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/03/140319\\_ciencia\\_atlas\\_global\\_conflictos\\_ecologicos\\_np](http://www.bbc.com/mundo/noticias/2014/03/140319_ciencia_atlas_global_conflictos_ecologicos_np), consulté le 26 mai 2017.

CIPER (« Centre d'Investigation Journalistique »), (2012), *Opinión*, « La privatización des eaux au Chili viole les Droits Humains », Rodrigo Mundaca, 17 février 2012. Disponible sur : <http://ciperchile.cl/2012/02/17/la-privatizacion-de-las-aguas-en-chile-viola-los-derechos-humanos/>, consulté le 19 avril 2017.

CIPER (« Centre d'Investigation Journalistique »), (2014), *Actualidad y entrevistas*, « Experto en manejo de aguas : Alguien tiene que tener autoridad y poder para regular », Alberto Arellano, 9 avril 2014. Disponible sur : <http://ciperchile.cl/2014/04/09/experto-en-manejo-de-aguas-%E2%80%9CAlguien-tiene-que-tener-autoridad-y-poder-para-regular%E2%80%9D/>, consulté le 28 juin 2017.

Diario Uchile, (2014), *Medio Ambiente*, « Chile lidera en conflictos ambientales por proyectos energéticos », Paula Correa, 23 mars 2014. Disponible sur : <http://radio.uchile.cl/2014/03/23/chile-lidera-conflictos-ambientales-en-proyectos-energeticos/>, consulté le 26 mai 2017.

El Mercurio, (2015), *Economía y Negocios*, « Cuentas de luz de consumos altos en Santiago subirán sobre \$900 y bajarán en más de 10 mil en Alto Bío-Bío y nacimiento », 31 mai 2015. Disponible sur, <http://www.economiaynegocios.cl/noticias/noticias.asp?id=149692>, consulté le 20 juillet 2017.

El Mercurio, (2010), *Política*, « Presidente impulsa las Energías Renovables No Convencionales ; Piñera reitera su apoyo a la energía hidroeléctrica », 16 juillet 2010.

El Mostrador, (2013), *Destacado*, « Longueira dice que aunque la gente se movilice 'HydroAysén ya está aprobado' », 23 mars 2013. Disponible sur :

<http://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2013/05/22/longueira-dice-que-aunque-la-gente-se-movilice-hidroaysen-ya-esta-aprobado/>, consulté le 4 juin 2016.

El Universo, (2012), *Política*, « Rafael Correa dice desarrollará minería a gran escala », 23 février 2012. Disponible sur : <http://www.eluniverso.com/2013/02/23/1/1355/rafael-correa-dice-desarrollara-mineria-gran-escala.html>, consulté le 22 mai 2017.

La Tercera, (mai 2014), *Negocios*, « Ministro Pacheco : Comité de ministros definirá futuro de HydroAysén a mediados de Junio », L. Aravena, 19 mai 2014. Disponible sur : <http://www.latercera.com/noticia/negocios/2014/05/655-578757-9-ministro-pacheco-comite-de-ministros-definira-futuro-de-hidroaysen-a-mediados-de.shtml>, consulté le 26 juin 2017.

La Tercera, (juin 2014), *Negocios*, « Hitos y cifras de los casi seis años de tramitación de Hydroaysén », Patricia Zvaighaft, 9 juin 2014. Disponible sur : <http://www.t13.cl/noticia/negocios/hitos-y-cifras-de-los-casi-seis-anos-de-tramitacion-de-hidroaysen>, consulté le 12 juillet 2017.

National Geographic, (2014), *Energy*, « Chile Scraps Huge Patagonia Dam Project After Years of Controversy », Brian Clarck Howard, 10 juin 2014. Disponible sur : <http://news.nationalgeographic.com/news/energy/2014/06/140610-chile-hidroaysen-dam-patagonia-energy-environment/>, consulté le 26 juillet 2017.

Proceso, (2011), *Prisma Internacional*, « El efecto Hydroaysén », Francisco Marín, 7 juin 2011. Disponible sur : <http://www.proceso.com.mx/271957/chile-el-efecto-hidroaysen>, consulté le 6 août 2017.

The Guardian, (2014), *Environment*, « Chilean Patagonia spared from US\$10 billion mega-dam projet », Davil Hill, 11 juin 2014. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/environment/andes-to-the-amazon/2014/jun/11/chilean-patagonia-spared-10-billion-mega-dam-project>, consulté le 26 juillet 2017.

The New York Times, (juin 2011), *Americas*, « Plan for Hydroelectric Dam in Patagonia Outrages Chileans », Alexei Barrionuevo, 16 juin 2011. Disponible sur :

<http://www.nytimes.com/2011/06/17/world/americas/17chile.html?mcubz=0> , consulté le 26 juillet 2017.

The New York Times, (mai 2011), *Editorial*, « Keep Chilean Patagonia Wild », 24 mai 2011. Disponible sur: <http://www.nytimes.com/2011/05/24/opinion/24tue3.html?mcubz=0>, consulté le 2 août 2017.

### **Sites internet**

Environmental Justice Atlas. Disponible sur, <https://ejatlas.org/>, consulté le 6 juin 2016.

Greenpeace, « Consecuencias económicas del Proyecto Alumysa ». Disponible sur : <http://www.greenpeace.org/chile/es/prensa/comunicados-de-prensa/consecuencias-econ-micas-del-p/> , consulté le 26 juillet 2017.

Institut National des Droits Humains, (*INDH*). Disponible sur : [www.indh.cl](http://www.indh.cl), consulté le 6 juin 2016.

The Patagonia Foundation. Disponible sur, <http://www.thepatagonianfoundation.org/geography.php>, consulté le 28 juin 2017.

### **Audiovisuel**

Télévision Nationale Espagnole (TVE), « Ríos de vida, ríos vendidos », *En portada*, émis le dimanche 24 février 2008. Disponible sur : Patagon Journal : [http://www.patagonjournal.com/index.php?option=com\\_hwdvideoshare&task=viewvideo&Itemid=148&video\\_id=13&lang=es](http://www.patagonjournal.com/index.php?option=com_hwdvideoshare&task=viewvideo&Itemid=148&video_id=13&lang=es), consulté le 26 juin 2017.

World Conscious Pact, « Administration des ressources hydriques au Chili », Propos de Juan Pablo Orrego, mis en ligne le 18 mai 2013. Disponible sur, <http://worldconsciouspact.org/es/noticias/juan-pablo-orrego-ecologo-2/>, consulté le 28 juin 2017.